

REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité- travail- progrès



COUR DE CASSATION

RAPPORT D'ACTIVITES

ANNEE JUDICIAIRE 2013 - 2014

AVANT PROPOS

Ce premier rapport annuel d'activités de la Cour de Cassation donne un aperçu sur le travail réalisé au cours de l'année judiciaire 2013 – 2014, qui correspond également à la période allant de l'installation de l'institution en septembre 2013 au 30 Septembre 2014.

Le lecteur y trouvera une présentation succincte mais complète de la Cour à travers les exposés sur son organisation, ses attributions, sur les tâches qui sont les siennes ainsi que sur les difficultés rencontrées et les attentes de ses membres à l'endroit des autorités publiques et des partenaires de la justice pour toutes les initiatives qui concourent à améliorer la qualité du travail et la législation en vigueur.

Comme toute œuvre humaine, ce document est susceptible de présenter quelques imperfections voire des insuffisances pour la raison qu'il est le premier rapport à être élaboré par une haute juridiction de l'ordre judiciaire au Niger ; aussi l'indulgence du lecteur est par conséquent sollicitée.

Au-delà du devoir qui nous incombe de rendre compte en vertu de la loi organique régissant la Cour de Cassation, ce rapport a cette autre vocation de faire connaître le rôle et l'importance de cette juridiction à travers le contrôle de conformité au droit qu'elle exerce sur les décisions rendues par les juridictions inférieures (cours d'appel, tribunaux) ; ce contrôle garantit l'uniformité et la stabilité dans l'interprétation et l'application effective de la loi ; ce qui constitue en soi un gage essentiel de sécurité juridique, de quiétude sociale, de paix et de développement économique.

Nous saisissons cette occasion pour saluer l'adoption de la loi portant code de procédure civile par le gouvernement puis par notre auguste Assemblée Nationale. Ce texte constitue une avancée majeure dans l'ordonnancement juridique du Niger.

Cette législation tant attendue des acteurs de la justice répond d'ores et déjà aux nombreuses préoccupations qui ont été soulevées dans ce rapport. Elle est déjà une ébauche de solutions aux causes de la lenteur dans le traitement des dossiers. Ce texte appelle conséquemment la modification de

certaines dispositions de la loi organique régissant le fonctionnement de la Cour de Cassation.

Le code de procédure civile permettra sans doute l'amélioration de la qualité des décisions judiciaires et mettra fin aux contraintes du recours au code de procédure colonial et autres textes de procédure épars inadaptés aux contextes de notre société.

Bouba Mahamane, Premier Président de la Cour de Cassation

COMITE DE REDACTION

BUREAU DE LA COUR DE CASSATION

- MM. Bouba Mahamane, Premier Président
- Ousmane Oumarou, Président de la Chambre Criminelle,
- Mme Eliane Alagbada, Présidente de la Chambre sociale et des affaires coutumières,
- M. Issaka Dan Délla, Président de la Chambre civile et commerciale,
 - Mme Manou Fassouma Moussa, Procureure Générale
 - MM. Ibrahim Malam Moussa, Premier Avocat Général
 - Zabeirou Rabo, Secrétaire Général.

Avec le concours du Greffier en chef : Me Laminou Manzo

SOMMAIRE

Introduction	7
I. Les activités de la Cour de cassation	11
I.1 La chambre civile et commerciale.....	11
I.2. La chambre sociale et des affaires coutumières.....	12
I.3 La chambre criminelle.....	13
I.4 Les chambres réunies.....	13
I.5 La commission d'indemnisation	14
I.6 La formation consultative.....	15
I.7 Le parquet général.....	15
I.8. Le greffe central.....	16
II. Les constatations	17
II.1 La chambre civile et commerciale.....	17
<i>II.1.1. Au stade de la mise en état des dossiers</i>	17
<i>II.1.2. Au stade de rapport et de jugement</i>	17
II.2 La chambre sociale et des affaires coutumières.....	18
<i>II.2.1 Au stade de la mise en état des dossiers</i>	18
<i>II.2.2 Au stade de rapport et de jugement</i>	19
II.3 La chambre criminelle.....	20
<i>II.3.1 Au stade de la mise en état</i>	20
<i>II.3.2 Au stade de rapport et de jugement</i>	20
II.4 La commission d'indemnisation	21
II.5 La commission consultative.....	21
II.6 Le parquet général.....	22
<i>II.6.1 Au stade de la mise en état</i>	22
<i>II.6.2 Au stade de l'exécution des jugements</i>	22
III. Les propositions	23
III.1 Sur le plan législatif.....	23
a) <i>Propositions de modification de la loi 2013-03 du 23 janvier 2013 sur la Cour de cassation</i>	23
b) <i>Propositions de modification du code pénal et du code de procédure pénale</i>	27
III.2 Sur le plan réglementaire et administratif.....	28
a) <i>Sur le plan réglementaire</i>	28
b) <i>Sur le plan administratif</i>	28
Annexes	

INTRODUCTION

La Constitution du 8 novembre 1960, la première du Niger indépendant, a créé la Cour Suprême comme l'unique haute juridiction nationale en toutes matières.

Cette institution judiciaire était composée de quatre (4) chambres :

- la chambre constitutionnelle ;
- la chambre judiciaire ;
- la chambre administrative ;
- la chambre des comptes.

La Constitution du 9 août 1999 érigea la chambre constitutionnelle en Cour Constitutionnelle tout en maintenant la Cour Suprême avec les trois (3) autres chambres.

La loi n° 2004-15 du 13 mai 2004 portant révision de la Constitution du 9 août 1999 a éclaté la Cour Suprême en trois (3) hautes juridictions qui sont :

- la Cour de Cassation ;
- le Conseil d'Etat ;
- la Cour des Comptes.

A l'instar des autres hautes juridictions ci-dessus citées, la Cour de cassation n'a pas été installée, la Cour Suprême y était maintenue à titre transitoire jusqu'au 18 février 2010, date à laquelle elle a été dissoute suite à un coup d'Etat militaire.

L'ordonnance n° 2010-01 du 22 février 2010 portant organisation des pouvoirs publics pendant la période de transition a créé une Cour d'Etat en lieu et place de la Cour Suprême, mais composée de deux (2) chambres seulement, à savoir la chambre judiciaire et la chambre administrative, la chambre des comptes et de discipline budgétaire étant érigée en Cour des comptes.

La Constitution du 25 novembre 2010 a éclaté la Cour d'Etat en recréant la Cour de cassation en lieu et place de la chambre judiciaire et le Conseil d'Etat à la place de la chambre administrative.

Aux termes de l'article 136 de ladite Constitution « la Cour de cassation est la plus haute juridiction de la République en matière judiciaire ».

Sa composition, son organisation, ses attributions et son fonctionnement sont déterminés par la loi organique n° 2013-03 du 23 janvier 2013. Elle a été installée le 2 septembre 2013.

Aux termes de l'article 7 de la loi ci-dessus indiquée, la Cour de cassation est composée de magistrats de l'ordre judiciaire. Elle comprend un siège, un parquet général, un secrétariat général et un greffe.

Le siège comprend trois (3) chambres :

- la chambre civile et commerciale ;
- la chambre criminelle ;
- la chambre sociale et des affaires coutumières.

Outre les chambres ordinaires, la Cour de cassation comprend d'autres structures que sont :

- les chambres réunies,
- la formation consultative,
- la commission d'indemnisation en raison de détention provisoire terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive.

La Cour de cassation statue sur les pourvois formés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort par les juridictions de l'ordre judiciaire.

Il y a ouverture à cassation pour les causes ci-après :

1. violation, fausse interprétation ou fausse application de la loi ou de la coutume ;
2. excès de pouvoir ou incompétence ;
3. violation des formes prescrites par la loi ;
4. défaut, absence ou insuffisance, obscurité ou contrariété des motifs ;
5. omission de statuer.

Elle se prononce également sur :

- *les renvois d'un tribunal à un autre, les règlements de juges et les récusations lorsqu'ils sont de sa compétence ;*
- *les demandes en révision, les recours en rétractations, les inscriptions de faux, les prises à parties dirigées contre les juges et les juridictions ou leurs formations, les contrariétés de jugements ou d'arrêts rendus en dernier ressort entre les mêmes parties et sur les mêmes moyens par des juridictions différentes ;*

- *les requêtes de sursis à exécution, les requêtes en indemnisation en raison d'une détention provisoire terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive ;*

Elle connaît par ailleurs des poursuites contre les magistrats de l'ordre judiciaire et administratif ainsi que les fonctionnaires ou personnalités désignés aux articles 638 et 640 du code de procédure pénale (les officiers de police judiciaire).

La Cour de cassation peut enfin donner des avis consultatifs sur des questions de droit présentant de difficultés sérieuses et se posant dans de nombreux litiges, lorsqu'elle est saisie par des juridictions de fond.

La Cour de cassation juge uniquement en droit. Cependant, elle peut se saisir et juger en chambres réunies des affaires au fond dans les cas suivants :

- *lorsqu'après un premier renvoi, après cassation, la juridiction saisie ne se conforme pas au droit tranché ;*
- *lorsqu'après cassation d'un deuxième arrêt ou jugement la décision rendue par la juridiction de renvoi est attaquée quels que soient les moyens invoqués.*

Les chambres réunies ne peuvent valablement délibérer que si au moins trois quarts (3/4) des membres sont présents.

En audience ordinaire, chaque chambre de la Cour se réunit pour statuer sur les affaires relevant de ses attributions. Elle est composée d'un président, de deux (2) conseillers et d'un greffier. Le ministère public y est représenté par un de ses membres.

Cependant, lorsque la chambre sociale et des affaires coutumières statue en cette dernière matière, elle est tenue de s'adjoindre deux assesseurs avec voix consultative qui seront soit de la coutume des parties, soit notoirement reconnus pour leur compétence en la matière.

Le Premier Président de la Cour de Cassation est chargé de l'administration de la Cour ; il est assisté du bureau de la Cour composé sous sa présidence, du Procureur Général, des Présidents de Chambre, du Premier Avocat Général et du Secrétaire Général.

Aux termes de l'article 41 de la loi organique n° 2013-03 du 23 janvier 2013 : « *A la fin de chaque année, le Premier Président adresse au Président de la République un rapport circonstancié sur l'état des procédures et*

leurs délais d'exécution ainsi que sur les difficultés rencontrées par la Cour dans l'accomplissement de sa mission.

Ce rapport annuel doit en particulier contenir les constatations faites par la Cour à l'occasion de l'examen des pourvois ainsi que les propositions de nature à remédier aux difficultés constatées et à améliorer la législation en vigueur.

Un état des affaires non jugées avec indication pour chacune de la date du pourvoi et de la chambre saisie est joint à chaque rapport annuel ».

Le présent rapport, premier du genre, vise à satisfaire les exigences des dispositions de l'article 41 précité. Il couvre l'année judiciaire 2013 – 2014 qui commence le 1^{er} octobre 2013 et prend fin le 30 septembre 2014.

Il s'articule autour des trois (3) axes principaux : les activités de la Cour (I), les constatations et difficultés rencontrées (II) et les propositions de réformes législatives ainsi que des mesures administratives et réglementaires (III).

I Les activités de la Cour de cassation

A son installation, la Cour de cassation a hérité de la Cour d'Etat de quatre cent soixante dix (470) dossiers toutes matières confondues ainsi que de quinze (15) requêtes en indemnisation pour détention provisoire terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement devenue définitive.

La Cour a enregistré au cours de l'année judiciaire quatre cent trente cinq (435) dossiers, soit au total neuf cent cinq (905) dossiers pris en charge. Elle en a jugé trois cent soixante quatre (364) et cinq cent quarante et un (541) restent en instance au 30 septembre 2014.

Les détails sur l'état des procédures sont donnés dans les développements qui suivent, à travers les différentes structures composant la Cour, à l'exception toutefois de leurs délais d'exécution, la plupart des dossiers traités étant hérités des anciennes Cour d'Etat et Cour Suprême.

I.1 La chambre civile et commerciale

La chambre civile et commerciale connaît des pourvois en matière civile et commerciale. Elle statue aussi sur :

- des requêtes en règlement de juges ;
- des prises à partie contre un juge, une juridiction ou une de ses formations ;
- des contrariétés de jugements ;
- de l'inscription de faux ;
- de l'intervention ;
- du pourvoi dans l'intérêt de la loi formé par le procureur général près la Cour de cassation contre les arrêts rendus en matière civile ou commerciale, contre lesquels les parties ne peuvent plus exercer de recours.

Le fonctionnement de la Chambre est assuré par un Président et cinq Conseillers, assistés de trois (3) greffiers.

La chambre a hérité de deux cent treize (213) dossiers et a enregistré soixante dix sept (77) dossiers courant l'année judiciaire considérée, soit un total de deux cent quatre vingt dix (290) dossiers à traiter.

Elle a rendu cent trente neuf (139) décisions réparties ainsi qu'il suit :

Irrecevabilité	Déchéance	Rejet	Cassation	Rétractation	Divers¹
13	12	45	45	05	19

Au 30 septembre 2014, cent cinquante et un (151) dossiers restaient en instance (voir détail en annexe 1).

I.2. La chambre sociale et des affaires coutumières

La chambre sociale et des affaires coutumières connaît des pourvois en cassation dirigés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière coutumière et sociale par les juridictions d'appel.

Elle connaît aussi :

- des procédures de l'inscription de faux ;
- de l'intervention ;
- des requêtes de sursis à exécution ;
- du pourvoi dans l'intérêt de la loi formé par le Procureur Général près la Cour de cassation, contre les décisions rendues en matière coutumière et sociale, contre lesquelles les parties ne peuvent plus exercer de recours.

Le fonctionnement de la Chambre est assuré par une présidente et quatre (4) conseillers, assistés de trois (3) greffiers.

A son installation, la chambre sociale et des affaires coutumières a hérité de deux cent sept (207) dossiers. Courant l'année judiciaire, cent quatre vingt neuf (189) dossiers ont été enregistrés, soit au total trois cent quatre vingt seize (396) dossiers à traiter.

Elle a rendu cent cinquante et une (151) décisions réparties ainsi qu'il suit :

Irrecevabilité	Déchéance	Rejet	Cassation	Rétractation	Divers²
04	03	56	71	05	12

Au 30 septembre 2014, il restait en instance deux cent quarante cinq (245) dossiers dont le détail est indiqué en annexe 2.

¹ Arrêts de conciliation, de saisine de la C.C.J.A., de désistement du pourvoi, de saisine des chambres réunies, de transaction entre les parties, et de complément de rapport.

² Arrêts de renvoi aux chambres réunies et de constats de désistement du pourvoi.

I.3 La chambre criminelle

La chambre criminelle connaît des pourvois en cassation contre les décisions rendues en matière pénale.

Elle connaît aussi :

- de l'examen des requêtes en règlement de juges ;
- des demandes en révision ;
- de l'inscription de faux ;
- de l'intervention ;
- du pourvoi dans l'intérêt de la loi relevant de sa compétence formé par le Procureur Général près la Cour de Cassation ;
- de l'instruction des infractions commises par les magistrats de l'ordre judiciaire ainsi que par les gouverneurs et les préfets. Elle désigne par ailleurs les juridictions qui sont chargées de poursuivre les procédures engagées contre les officiers de police judiciaire auteurs ou complices d'infractions.

Le fonctionnement de la Chambre est assuré par un président et quatre (4) conseillers, assistés de deux (2) greffiers.

A l'installation de la Cour, la chambre a hérité de quarante six (46) dossiers. Il a été enregistré au cours de l'année judiciaire soixante dix neuf (79) affaires, soit un total de cent vingt cinq (125) dossiers à traiter.

Il a été rendu au cours de la même période soixante onze (71) décisions réparties ainsi qu'il suit :

Irrecevabilité	Déchéance	Rejet	Cassation	Privilège de juridiction	Rétractation	Divers³	Total
06	00	18	17	09	01	20	71

Au 30 septembre 2014, il restait cinquante quatre (54) dossiers en instance (voir le détail en annexe 3).

I.4 Les Chambres réunies

Les Chambres réunies connaissent des pourvois en cassation :

³ Arrêts de constat de désistement du pourvoi, d'extinction de l'action publique et de complément d'information.

- *lorsqu'après cassation d'un premier arrêt ou jugement, la décision rendue par la juridiction de renvoi est attaquée par les mêmes moyens que ceux qui avaient entraîné la cassation ;*
- *lorsqu'une affaire soumise à la cour est susceptible de relever de la compétence de plusieurs chambres ;*
- *lorsqu'un point de droit soumis à l'appréciation de la cour pose une question de principe ;*
- *lorsqu'après un premier renvoi, la juridiction saisie ne se conforme pas au point de droit tranché ;*
- *lorsqu'après cassation d'un deuxième arrêt ou jugement, la décision rendue par la juridiction de renvoi est attaquée quels que soient les moyens invoqués. Dans ce cas et lorsqu'il y a lieu à cassation, les chambres réunies se saisissent au fond et jugent définitivement l'affaire ;*
- *lorsqu'une disposition légale le prévoit.*

Les Chambres réunies comprennent sous la présidence du Premier Président de la Cour, les Présidents de Chambre et l'ensemble des conseillers. Cependant, lorsque cette formation statue en matière coutumière, elle est tenue de s'adjoindre deux assesseurs avec voix consultative qui seront soit de la coutume des parties, soit notoirement reconnus pour leur compétence en la matière.

A l'installation de la Cour, les Chambres réunies ont hérité de quatre (4) dossiers ; elles en ont enregistré huit (8) nouveaux au cours de l'année judiciaire 2013 – 2014 ; trois (3) ont été jugés. Il restait en instance au 30 septembre 2014 neuf (9) dossiers (cf. annexe 4).

1.5 La Commission d'indemnisation

Instituée par la loi n° 2003-26 du 13 juin 2003 portant réforme du code de procédure pénale, la commission connaît des demandes en indemnisation pour cause de détention provisoire terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement, devenue définitive.

Elle est composée de cinq (5) membres dont trois (3) titulaires et deux (2) suppléants, tous magistrats de siège, désignés par le bureau de la Cour.

Elle a hérité de quinze (15) dossiers à l'installation de la Cour et a enregistré deux (2) nouveaux au cours de l'année. Aucun dossier n'a été traité faute du décret d'application déterminant la procédure à suivre devant elle (cf. annexe 5).

1.6 La formation consultative

Aux termes de l'article 37 de la loi organique n° 2013-03 du 23 janvier 2013 déterminant la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Cour de cassation, la formation consultative est saisie pour avis par les juridictions de fond sur toute nouvelle question de droit présentant des difficultés sérieuses et se posant dans de nombreux litiges.

La formation consultative est présidée par le Premier Président de la Cour. Elle comprend en outre les Présidents de chambre et un ou deux conseillers désignés par chaque chambre spécialement concernée.

Cette formation n'a pas siégé pour n'avoir pas encore été saisie.

1.7 Le Parquet Général

Le Parquet général a pour attributions de prendre, devant toutes les formations de la Cour et en toutes matières, les conclusions ou les réquisitions qu'il juge utiles à la bonne administration de la justice.

Le fonctionnement du Parquet Général est assuré par une (1) Procureure Générale, un (1) Premier Avocat Général, quatre (4) Avocats Généraux et deux (2) greffiers.

Le Parquet Général a hérité de cinquante cinq (55) dossiers à l'installation de la Cour. Courant l'année, deux cent quatre vingt dix sept (297) dossiers lui ont été communiqués, toutes matières confondues, soit un total de trois cent cinquante deux (352) dossiers à traiter, répartis comme suit.

Chambre civile	Chambre criminelle	Chambre sociale et des affaires coutumières	Chambres réunies	Total toutes chambres
143	52	152	05	352

Il a été traité trois cent vingt deux (322) dossiers répartis ainsi qu'il suit :

Chambre civile	Chambre criminelle	Chambre sociale et des affaires coutumières	Chambres réunies	Total toutes chambres
134	45	139	04	322

Il restait en instance trente (30) dossiers au 30 septembre 2014, répartis comme suit :

Chambre civile	Chambre criminelle	Chambre sociale et des affaires coutumières	Chambres réunies	Total toutes chambres
09	07	13	01	30

I.8. Le Greffe Central

Le Greffe comprend le greffier en chef et dix (10) greffiers répartis entre les chambres et le parquet général.

Le Greffe a pour attributions de tenir la plume, de conserver les minutes et d'en délivrer expéditions. Le greffier en chef enregistre les requêtes et reçoit les dossiers adressés à la Cour. Il procède à la mise en état des dossiers en toutes matières (pénale, civile, commerciale, sociale, coutumière, etc.).

Au 30 septembre 2014, il restait au greffe quatre vingt deux (82) dossiers à mettre en état (cf. annexe 6).

II Les constatations

Au plan général, la Cour a eu en charge neuf cent cinq (905) dossiers courant l'année référée ; elle en a jugé trois cent soixante quatre (364) et il est resté cinq cent quarante et un (541) dans le circuit de traitement.

Aussi, au regard du nombre important de dossiers restant en traitement et de l'effectif du personnel (24 magistrats et 11 greffiers), d'une part, et du rythme de la tenue des audiences (une seule audience par semaine pour chacune des chambres), d'autre part, il est à relever une insuffisance en personnel et en infrastructures d'accueil, notamment les salles d'audience.

Par ailleurs, à l'occasion des examens des dossiers, la Cour a fait les constatations spécifiques qui suivent.

II.1 La chambre civile et commerciale

II.1.1. Au stade de la mise en état des dossiers

L'alinéa 2 de l'article 48 de la loi organique n° 2013-03 du 23 janvier 2013 sur la Cour de cassation impose au greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision attaquée, de notifier par écrit au demandeur au pourvoi qu'il doit signifier sa requête de pourvoi au défendeur dans un délai d'un mois. Par cette disposition, le greffier est tenu d'apporter assistance au demandeur. En cas de défaillance du greffier en chef, la Cour de cassation ne peut appliquer au demandeur les dispositions de l'alinéa 1 du même texte, relatives à la déchéance.

Le procès civil étant une affaire des parties, il ne revient pas au greffier de se substituer à celles-ci tel qu'il est prescrit par ce texte. Cette disposition rend par ailleurs sans effet celle de l'alinéa premier du même texte. Elle est de surcroît une source de lenteur et de dilatoire.

II.1.2. Au stade de rapport et de jugement

Les constatations et difficultés rencontrées sont les suivantes :

- l'incertitude quant à la preuve de la notification des mémoires aux parties résidant hors du siège de la Cour tel que l'exigent les articles 56, 57 et 58 de la loi organique ;

- les dispositions de l'article 56 de la loi organique constituent une atteinte à la liberté des parties dans la conduite d'un procès civil, en ce qu'elles obligent le défendeur à réagir au mémoire du demandeur, alors même qu'il ne peut être qu'une simple faculté ;
- une mauvaise application de l'article 2 al. 4 de la loi n° 2004-50 du 22 juillet 2004 portant organisation judiciaire ; en effet, il arrive souvent que les décisions des juges de fond comportent seulement la mention « **avis de pourvoi donné** ». Cette formule ne satisfait pas à l'obligation d'indiquer le délai et la forme dans lesquels le recours doit être exercé ;
- une tendance à la signification par anticipation de la requête de pourvoi prévue à l'article 48 de la loi n° 2013-03 du 23 janvier 2013, c'est-à-dire avant son dépôt au greffe de la juridiction qui a rendu l'arrêt attaqué, ce qui est contraire à la lettre du texte susvisé ;
- la rédaction de l'article 46 est équivoque quant à la question de savoir si l'affranchissement de la requête de pourvoi d'un timbre fiscal est ou non une condition de recevabilité de pourvoi ;
- l'article 113, 3^{ème} tiret, renvoie par erreur à l'article 4 de la loi organique au lieu de l'article 3. Il en est de même de l'article 55 de la même loi qui renvoie à l'article 103 au lieu de 105.
- l'article 113, 3^{ème} tiret, renvoie à l'article 105 lequel à l'alinéa 1^{er} dispose : « Les arrêts sont motivés » ajoutant ainsi le défaut de motif aux causes de recours en rétractation. La conséquence est d'amener la Cour à exercer un contrôle sur la motivation de ses propres arrêts lesquels sont par principe toujours motivés.

II.2 La chambre sociale et des affaires coutumières

L'examen des dossiers révèle diverses constatations.

II.2.1 Au stade de la mise en état des dossiers

- le retard dans l'acheminement des dossiers coutumiers frappés de pourvoi pouvant aller jusqu'à cinq (5) ans pour diverses raisons :
 - 1) celles qui sont liées au retard dans la rédaction des décisions, aux difficultés de mise en état et à l'insuffisance des moyens financiers pour la transmission des dossiers ;
 - 2) celles relevant de la méconnaissance par les greffiers des juridictions de base des dispositions de la loi organique régissant la haute juridiction ;

- l'absence d'adresse précise des parties rend difficile la mise en état des dossiers de pourvoi et de ce fait entraîne la lenteur dans leur traitement au niveau de la Cour de cassation ;
- la contradiction dans les dispositions des articles 70, alinéa 2, et 71, dernier alinéa, qui renvoient aux articles 57 à 64. En effet, l'article 70 dit que le greffier en chef, après enregistrement du pourvoi, transmet sans délai le dossier au président de la chambre, tandis que l'article 71 en disposant qu'il sera procédé comme il est dit aux articles 57 à 64 relatifs à la mise en état, laisse entendre que celle-ci sera faite par le greffier en chef.

II.2.2 Au stade de rapport et de jugement

- la résistance à l'application des dispositions de la loi n° 62-07 du 12 mars 1962 portant suppression des privilèges sur les terrains de chefferie par certaines familles de chefferie qui continuent à prétendre faire valoir leur droit sur des terrains occupés par des paysans qu'elles considèrent comme de simples détenteurs à titre précaire, est souvent la source de nombreux conflits fonciers ;
- la loi organique n° 2013-03 du 23 janvier 2013 fait en son article 44 alinéa 5 obligation à la Cour de s'adjoindre deux assesseurs lorsqu'elle statue en matière coutumière ; mais il n'a pas été établi de liste d'assesseurs près la Cour de cassation contrairement aux autres juridictions qui connaissent des litiges de nature coutumière ; elle est obligée de recourir à ceux nommés près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey ;
- la mauvaise application des dispositions de l'article 92 de la loi n° 2004-50 du 22 juillet 2004 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger par certains juges de fond qui n'intègrent pas dans le corps du jugement la délimitation précise de l'objet du litige, a été à la base de nombreuses décisions de cassation en matière du foncier rural ;
- le recours obligatoire aux assesseurs coutumiers ne paraît pas nécessaire eu égard au fait que dans certains cas le pourvoi ne concerne pas l'application de la coutume.

II.3 La chambre criminelle

II.3.1 Au stade de la mise en état

L'inobservation par les juridictions de fond des dispositions du code de procédure pénale en matière de mise en état entraîne que :

- de nombreux dossiers frappés de pourvoi parviennent à la cour sans la notification du recours aux autres parties prévue à l'article 574 du code de procédure pénale, entraînant un échange souvent laborieux entre le conseiller rapporteur et la juridiction concernée. Cet état de fait explique en partie la lenteur dans le traitement des dossiers ;
- des dossiers soient souvent transmis sans mémoire à l'appui du pourvoi du fait de la méconnaissance par les parties des dispositions de l'article 580 du code de procédure pénale (CPP) ;
- certains pourvois contre les décisions des Cours d'assises parviennent à la Cour sans les pièces essentielles devant permettre l'appréciation de la régularité des décisions attaquées. Il s'agit notamment de l'ordonnance fixant la date d'ouverture de la session, du procès-verbal du tirage au sort des jurés et de celui de l'ouverture de la session, du procès-verbal de l'interrogatoire de l'accusé, du procès-verbal des débats ;
- le défaut d'adresse précise des parties complique davantage la tâche des officiers ministériels et des juridictions et entrave de ce fait la mise en état des dossiers.

II.3.2 Au stade de rapport et de jugement

En plus des constatations faites ci-dessus et qui jouent nécessairement sur l'élaboration du rapport, il faut relever :

- l'absence du fichier institué par la loi organique sur la Cour de cassation et le défaut de mise à jour de la documentation de la Cour, ne facilitent pas les recherches ;
- l'absence de compilation des textes et le manque d'harmonisation entre les dispositions pénales en vigueur et certains instruments juridiques internationaux rendent également difficiles les recherches ;

- l'obligation légale d'instruire les dossiers y compris ceux dont la solution paraît évidente encombre les cabinets des conseillers et ralentit le rythme de traitement des dossiers ;
- la mauvaise application de l'article 640 du code de procédure pénale relatif au privilège de juridiction des officiers de police judiciaire, oblige la Cour à apprécier les faits avant de donner suite à la requête alors même que sa mission consiste dans ce cas, uniquement à désigner une juridiction autre que celle qui l'a saisie pour poursuivre le traitement de l'affaire ;
- la difficulté pour certains justiciables non assistés d'un professionnel de droit de conduire utilement un procès devant la Cour de cassation ; en effet, ces derniers ne peuvent pour la plupart d'entre eux produire à la Cour un mémoire contenant des moyens de droit comme l'exige la loi ;
- l'article 579 du code de procédure pénale sanctionne de déchéance de pourvoi en cassation des condamnés à une peine d'emprisonnement d'une durée de plus de six (6) mois qui ne sont pas en état ou qui n'ont pas obtenu de la juridiction qui a prononcé, dispense, avec ou sans caution de se mettre en état.

Or, l'exercice d'un droit de recours est une conséquence du principe du libre accès à la justice reconnu par les instruments internationaux relatifs au Droit de l'Homme notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (articles 8, 9, 10, 11) et la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (articles 6 et 7) auxquels le Niger a réaffirmé son attachement à travers le préambule de la Constitution du 25 novembre 2010.

II.4 La commission d'indemnisation

Depuis son institution par la loi n° 2003-26 du 13 juin 2003 modifiant le code de procédure pénale en son article 143, la Commission d'indemnisation n'a traité aucune des requêtes qui lui sont adressées, faute d'adoption du décret d'application prévu en la matière, devant fixer la procédure à suivre devant elle.

II.5 La commission consultative

Elle n'a mené aucune activité, faute d'avoir été saisie.

II.6 Le parquet général

II.6.1 Au stade de la mise en état

- certains dossiers d'assises parviennent à la Cour sans les pièces essentielles, notamment le procès-verbal d'ouverture de la session, le procès-verbal du tirage au sort des jurés, le procès-verbal de l'interrogatoire de l'accusé, la notification de la liste des témoins, le procès-verbal des débats, etc., obligeant de ce fait le parquet à retarder leur transmission au greffe ;
- des requêtes relatives aux dossiers de privilège de juridiction parviennent au parquet sans être, en la forme, conformes aux dispositions de l'article 640 du code de procédure pénale, c'est-à-dire ne contenant pas un exposé et une qualification des faits.

II.6.2 Au stade de l'exécution des jugements

- difficulté de l'exécution des décisions rendues en matière de foncier rural résultant, d'une part, de l'insuffisance liée au défaut de délimitation précise de l'objet du litige et de l'obstruction des autorités coutumières et/ou administratives, d'autre part ;
- l'article 571 du code de procédure pénale lie le droit de la partie civile à se pourvoir en cassation à l'existence d'un pourvoi préalable du ministère public ; cela est une atteinte au libre accès du citoyen à la justice.

III Les propositions

III.1 Sur le plan législatif

a) Propositions de modification de la loi 2013-03 du 23 janvier 2013 sur la Cour de cassation

Article 38

- Modifier la loi organique pour conférer au Premier Président tous les attributs liés à l'autonomie budgétaire et à la nomination des agents.

Article 44

- Modifier l'alinéa 5 de ce texte comme suit : « **Lorsque la chambre sociale et des affaires coutumières statue en cette dernière matière, elle peut s'adjoindre deux assesseurs avec voix consultative qui seront soit de la coutume des parties, soit notoirement reconnus pour leur compétence en la matière** ».

Cette proposition de modification vise à rendre facultative l'assistance des assesseurs devant la Cour de cassation statuant en matière coutumière.

Article 45

- Cet article doit être reformulé ainsi qu'il suit : « **la requête de pourvoi** est déposée au greffe de la juridiction qui a rendu la décision attaquée. **Elle** est inscrite à son arrivée sur un registre d'ordre tenu par le greffier en chef de cette juridiction. **Elle** est ensuite marquée ainsi que les pièces qui y sont jointes d'un timbre indiquant la date de l'arrivée ».

Cette formulation a pour intérêt de lever l'équivoque sur le sens du terme « **dépôt de pourvoi** » qui doit être entendu comme étant le « **dépôt de la requête de pourvoi** ».

Article 46

- Insérer entre le premier alinéa et le deuxième alinéa, un autre alinéa formulé comme suit : « **Sous la même peine, la requête de pourvoi est affranchie d'un timbre fiscal de mille cinq cents (1.500) francs** » ;

- Supprimer dans l'alinéa 2, première ligne, le groupe de mots « **préalablement affranchie d'un timbre de mille cinq cents (1.500) francs** »

Cette formulation permet de sanctionner d'irrecevabilité le pourvoi formé par une requête non affranchie d'un timbre fiscal.

D'ores et déjà la jurisprudence de la Cour considère comme cause d'irrecevabilité le non affranchissement de la requête de pourvoi d'un timbre fiscal.

Article 48

- Supprimer l'alinéa 2 qui fait obligation au greffier en chef de notifier par écrit au demandeur au pourvoi qu'il doit signifier sa requête au défendeur dans un délai d'un (1) mois par un acte extrajudiciaire contenant élection de domicile ;
- Supprimer aussi le 3^{ème} alinéa qui est la conséquence de l'obligation prescrite à l'alinéa 2.

Cette proposition de modification vise à restituer au procès civil son caractère purement personnel entre les parties. La loi étant égale pour tous, elle ne doit pas favoriser une des parties au procès. Or, obliger le greffier en chef de rappeler au demandeur au pourvoi qu'il doit accomplir une formalité que lui impose la loi et dont le défaut est sanctionné par la déchéance, paraît sans conteste comme étant une assistance à une partie au procès.

Par ailleurs, en ce qui concerne la signification par anticipation au défendeur de la requête de pourvoi avant son dépôt au greffe, signalée dans les constatations comme dérogeant à la lettre de l'article susvisé, la jurisprudence de la Cour considère comme régulière en la forme la requête de pourvoi déposée après sa signification au défendeur, lorsque le temps entre sa signification et son dépôt au greffe n'excède pas le délai d'un mois prévu au premier alinéa de ce texte.

Article 55

- Remplacer l'**article 103** par l'**article 105** dans l'énumération de l'article 55 ; le reste sans changement.

L'article 103 concerne la saisine des chambres réunies et non la forme des décisions rendues en matière de sursis à exécution.

Article 56

- Supprimer à l'alinéa 3 les groupes de mots : « **le défendeur défaillant est censé avoir acquiescé la thèse du demandeur** » et « **et la procédure se fait sur la base du seul mémoire du demandeur** ».

L'alinéa 3 de l'article 56 est reformulé comme suit : « **Après une mise en demeure notifiée par écrit par le greffier en chef pour produire le mémoire dans un délai supplémentaire de quinze (15) jours, tout mémoire produit après ce délai est irrecevable** ».

Cette proposition de reformulation tend à écarter du texte de loi ce qui apparaît comme la consécration de l'adage populaire « qui ne dit mot consent », lequel adage n'a aucune valeur en droit.

Articles 57 et 58

- Etendre la sanction d'irrecevabilité **aux mémoires en réplique et en duplique** prévue à l'article 56.

Cette proposition de reformulation vise à mettre sur un pied d'égalité devant la loi tous les plaideurs en matière de sanction pour retard.

Articles 60 et 74

- Ajouter à chacun des articles ci-dessus un alinéa nouveau ainsi rédigé : « **Lorsqu'à l'examen du dossier il apparaît au président de la chambre que l'instruction n'est pas nécessaire, il rend une ordonnance disant n'y avoir lieu à instruction et transmet le dossier au parquet général pour conclusions** ».

Cette proposition tend à accélérer le traitement des dossiers en supprimant le recours à la procédure systématique d'instruction

Article 67

- Ajouter un 4^{ème} alinéa ainsi libellé : « **Le greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision attaquée notifie s'il y a lieu au défendeur au pourvoi le mémoire du demandeur et lui impartit le délai d'un (1) mois pour lui faire parvenir son mémoire en défense ou le transmettre directement à la Cour de cassation** ».

Cette proposition d'amendement a pour avantage de faciliter la mise en état des dossiers ; le greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision attaquée pouvant joindre plus facilement le défendeur au pourvoi que le conseiller rapporteur.

Article 70

- Modifier cet article comme suit : « **A l'expiration du délai de trois (3) mois, le greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision attaquée transmet au greffe de la juridiction de cassation le dossier de la procédure, ensemble avec l'acte de pourvoi, une expédition de la décision attaquée et éventuellement les mémoires des parties** ».

Cette proposition de modification tient compte de la réalité ; le délai d'un (1) mois prévu à l'article 47 ne permet pas au greffe des juridictions de fond de réunir les pièces essentielles pour l'instruction et le jugement du pourvoi. Elle a aussi l'avantage de faciliter la mise en état des dossiers.

Article 105

- Supprimer le groupe de mots « **les arrêts sont motivés** » de l'alinéa 1^{er} de l'article 105 de la loi organique n° 2013-03 du 23 janvier 2013 et le reformuler ainsi qu'il suit : « **Les arrêts visent les textes et citent expressément les dispositions dont il est fait application. Ils mentionnent :....** » le reste sans changement

Article 113, 3^{ème} tiret

- Remplacer **l'article 4** par **l'article 3** dans l'énumération de cet article.

L'article 4 concerne la tenue à l'audience et non les causes de rétractation.

Article 126

- Modifier cet article dans le sens où le Premier Président de la Cour de cassation est ordonnateur et non administrateur des crédits alloués à la Cour.

Cette proposition d'amendement vise à faciliter l'exécution des dépenses.

b) Propositions de modification du code pénal et du code de procédure pénale

- Harmoniser les textes nationaux notamment le code pénal et le code de procédure pénale avec les instruments juridiques internationaux.

Article 222 alinéa 3 du code pénal

- Retrancher le groupe de mots « **à l'alinéa précédent** ». L'alinéa 3 reçoit la nouvelle rédaction suivante : « **Si les coups, les blessures ou les violences ou les voies de fait ont été suivis de mutilation, amputation, ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou d'autres infirmités permanentes, un emprisonnement de un à huit ans sera prononcé** ».

Cette proposition vise à lever la confusion créée par l'allusion à l'alinéa 2 notamment en ce qui concerne les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens. En effet, la préméditation et le guet-apens prévus à l'alinéa 2 de cet article concernent les faits prévus à l'alinéa 1^{er}, tandis qu'en ce qui concerne la mutilation et autres conséquences des faits de coups et blessures volontaires visées par l'alinéa 3, la préméditation et le guet-apens qui leur servent de circonstances aggravantes sont ceux prévus à l'alinéa 4.

Article 473 du code de procédure pénale

- Dans les renvois, remplacer *l'article 397* par **l'article 398** et ajouter **l'article 412** après l'article 399 ;
- Prévoir dans la loi régissant la Cour de cassation, **une disposition rendant obligatoire l'assistance d'un avocat**.

La procédure devant la Cour de cassation étant écrite, d'une part, et que cette dernière ne jugeant qu'en droit et sur pièces, d'autre part, cette proposition vise à rendre égal l'accès à la Cour pour tous les plaideurs, l'agence nationale d'assistance juridique et judiciaire étant instituée pour les assister en cas de besoin.

Article 571 du code de procédure pénale

- Modifier l'article 571 du code de procédure pénale, alinéa 1^{er}, en vue de supprimer la subordination du droit de se pourvoir en cassation de la partie civile au pourvoi du ministère public et supprimer tout le reste de l'article à partir de : « **Toutefois...** »

Article 579 du code de procédure pénale

- Supprimer cet article en ce qu'il fait obligation au demandeur au pourvoi non détenu et sous peine de déchéance, de se mettre en état, c'est-à-dire de se constituer prisonnier ou d'obtenir de la juridiction qui l'a condamné une dispense.

III.2 Sur le plan réglementaire et administratif

a) Sur le plan réglementaire

- Prendre le décret d'application prévu à l'article 143-3 du code de procédure pénale, relatif à la procédure à suivre devant la Commission d'indemnisation en raison de détention provisoire terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive ;
- Etablir une liste d'assesseurs coutumiers près la Cour de cassation et prévoir une rémunération conséquente en lieu et place des frais de déplacement qui sont actuellement fixés à 1.000 F CFA ;
- Prendre une **circulaire** précisant la procédure d'application de l'article 640 du code de procédure pénale ;
- Prendre une circulaire rappelant la force exécutoire attachée aux décisions de justice devenues définitives ;

b) Sur le plan administratif

- Etoffer l'effectif du personnel magistrat et greffier ;
- Construire une seconde salle d'audience à l'effet de permettre à la Cour de tenir simultanément deux audiences ;
- Entreprendre la formation continue des magistrats et greffiers sur les thèmes tels :
 - la procédure de mise en état des dossiers faisant l'objet de pourvoi en cassation ;
 - l'application des dispositions de la loi n° 62-07 du 12 mars 1962 portant suppression des privilèges sur les terrains de chefferie ;

- l'application des dispositions de l'article 92 de la loi n° 2004-50 du 22 juillet 2004 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger dans la rédaction des décisions de justice ;
- Codifier toutes les dispositions pénales prises en toutes matières ;
- Former les magistrats en matière de conduite des procès d'assises ;
- Prévoir une inscription budgétaire pour la documentation, le fichier institué par la loi, le site web, la confection des bulletins des arrêts de la Cour de cassation.

Le présent rapport a été adopté par l'Assemblée Générale de la Cour de Cassation, où y étaient présents : MM. : Boubou Mahamane, Premier Président, Ousmane Oumarou, Président de la Chambre Criminelle, Mme Eliane Allagbada, Présidente de la chambre sociale et des affaires coutumières, M. Issaka Dan Déla, Président de la chambre civile et commerciale, MM. Diallo Nouhou Albachir, Moussa Idé, Souleymane Maouli, Mme Daouda Mariama Rabo, MM. Issa Bouro, Moutari Abdou, Djibrillou Manzo, Zakari Kollé, Sékou Boukar Diop, Mme Adamou Aissata Zakaria, Issiaka Djingarey, Hassane Djibo, Conseillers ; MM. Ibrahim Malam Moussa 1^{er} Avocat Général, Maazou Adam, Ibrahim Iélégomi, Moussa Alhassane, Emilien Bankolé Abdourhamane, avocats généraux, M. Zabeirou Rabo Secrétaire Général, Me Laminou Manzo greffier en chef.

ANNEXES

ANNEXE 1

**Dossiers de la chambre civile et commerciale
restant à la date du 30 septembre 2014
(pages 33 à 40)**

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR DE CASSATION

*SITUATION DE DOSSIERS NON JUGES DE LA CHAMBRE CIVILE ET
COMMERCIALE A LA DATE DU 30 SEPTEMBRE 2014*

N° ordre	Numéro registre d'ordre	Noms des parties	Dates de pourvoi	Dates de saisine cour	Dates de saisine de la chambre	Observations (dossiers en instance de)
01	11-002/CIV	SCHIANO Eric Dominique c/ Dame PIERRE Patricia Elisabeth	04-01-2011	07-01-2011	14-10-2013	Rapport
02	11-071/CIV	Moumouni Hassane Contre BINCI	10-05-2011	17-05-2011	24-10-2013	Rapport
03	11-195/CIV	UGAN SA & SDV contre Loterie Nationale	25-11--2011	01-12-2011	11-04-2012	Rapport
04	12-281/civ	ONG CONCERN WORDWIDE Contre Eise Hadiza et fils	12-11-2012	27-11-2012	03-04-2012	Rapport
05	13-11/Com	Elh Younouss Lilla contre World Vision Niger	12-11-2012	27-11-2012	18-04-2013	Rapport
06	13-035/Rét	Hassimi Hamidou contre Soumana Adamou	30-01-2013	05-02-2013	13-05-2013	Enrôlement
07	13-047/Civ	Appolinaire Capaoré contre Me Sirfi Ali Maïga	11-02-2013	04-03-2013	15-07-2013	Rapport
08	13-061/Civ	Mahamadou Illa contre NIA SA	04-02-2013	04-03-2013	19-07-2013	Rapport
09	13-062/Civ	Abdou Soumana & AD Souley Diori contre Boubé Saley	11-02-2013	04-03-2013	18-11-2013	Instance désignation
10	13-082(bis) /Com	Elhadji Aboubacar Ali Contre ECOBANK NIGER Receveur des Impôts de Ny	01-03-2013	18-03-2013	03-06-2013	Rapport
11	13-123/Civ	Abdourahamane Housseïni et autres contre Association « IHIYA' U SUNNA »	11-04-2013	29-04-2013	29-07-2013	Instance désignation
12	13-143/Civ	Ets Tracnet Niger contre Sté Celtel Niger	21-04-2013	09-05-2013	15-07-2013	Rapport
13	13-144/Civ	Ali Amadou contre Niandou Moumouni	22-04-2013	09-05-2013	18-11-2013	Rapport
14	13-145/Civ	Seyni Amadou contre Bozari Goga	17-04-2013	09-05-2013	15-07-2013	Conclusions
15	13-159/Civ	AD Ismaïla Abdourahamane contre Commune Urbaine de Magaria	20-03-2013	23-05-2013	18-11-2013	Rapport

16	13-178/Civ	Elh Maman Sani contre AD Kabirou Hamza représentés par Hadjia Maïro Abdoulahi	03-06-2013	26-06-2013	15-11-2013	Rapport
17	13-185/Civ	Idrissa Harouna contre Yallo Djollo Eugène	11-06-2013	19-07-2013	15-11-2013	Rapport
18	13-187/Civ	SNAR LEYMA contre NIA & NIGELEC SA	10-05-2013	19-07-2013	17-04-2014	Rapport
19	13-188/Civ	Abdou Soumana et autres contre Boubé Saley	17-05-2013	19-07-2013	09-12-2013	Rapport
20	13-189/Civ	AD Ali Mamane représentés par Mohamed Ali Mamane contre AD Mahaman Dan Dobi représentés par Adamou Abdou	07-06-2013	19-07-2013	30-12-2013	Rapport
21	13-190/Civ	Dame Ramatou Alkeïdou contre Elhadji Abdoul-Kader Abouba	24-05-2013	19-07-2013	18-11-2013	Rapport
22	14-089/civ	AD Garba T. C/ Kadi Alzouma et autres	28-02-2014	20-03-2014	20-03-2014	Rapport
23	13-197/Rét	Akoli Hamidan contre Goumour Galitan	22-07-2013	22-07-2013	10-03-2014	Rapport
24	13-220/Civ	Maman Nanzir Abdou Contre NIA-Assurances	24-07-2013	21-08-2013	09-12-2013	Rapport
25	13-006/Civ	Adamou Laminou contre Ibrahim Mamane dit Mahani	04-09-2013	03-10-2013	30-12-2013	Rapport
26	13-017/Civ	Tanimoune Miko et autres contre Ziber Oumar Ziber	09-09-2013	02-10-2013	30-12-2013	Rapport
27	13-019/Civ	Etat du Niger contre Aboubacar Amadou Kansay	28-06-2013	02-10-2013	18-11-2013	Rapport
28	13-020/Civ	Mabrouk Talla contre Sté Alitsia SARL	23-08-2013	02-10-2013	06-01-2014	Rapport
29	13-021/Civ	Dialect 21 contre Maître Souley Oumarou	26-08-2013	24-10-2013	18-11-2013	Instance désignation
30	13-024/Civ	Nigelec SA contre Moussa Amadou Sayizé	03-09-2013	06-11-2013	09-12-2013	Rapport
31	13-041/Civ	AD Malam Sani contre Commune I Zinder	30-09-2013	06-11-2013	30-12-2013	Rapport
32	13-054/Civ	Oumarou Kalambou dit Alzouma contre Hadjara Kalambou	17-01-2013	25-11-2013	10-03-2014	Rapport
33	13-055/Civ	Coopérative Rizicole de Diomona contre Hamidou Saïbou et 2 autres	08-11-2013	25-11-2013	17-04-2014	Rapport
34	13-070/Civ	Abouzeïdi Sidi contre Ismaguil Ibrahim	07-11-2013	13-12-2013	10-02-2014	Instance désignation
35	13-071/Civ	Oumarou Tchougouni contre Amirou Idrissa Yéro	21-10-2013	13-12-2013	17-04-2014	Rapport
36	13-072/Civ	Mahamane Bachir Sabo contre Mahamadou Gabeye	27-11-2013	13-12-2013	10-03-2014	Rapport

37	13-073/ <i>Civ</i>	NIA – SA contre SNAR-LEYMA SA	13-09-2013	13-12-2013	08-01-2014	Instance désignation
38	14-024/ <i>CIV</i>	AD Jean Kaba c/ Etat du Niger et un autre	24-07-2013	05-02-2014	14-05-2014	Rapport
39	14-025/ <i>Rét</i>	Amadou Adamou Contre Amadou Djibo	05-02-2014	05-02-2014	17-04-2014	Rapport
40	14-027/ <i>Civ</i>	Etat du Niger Contre Andoumé Bakoye	06-03-2013	07-02-2014	26-06-2014	Rapport
41	14-064/ <i>Civ</i>	Epoux Ausseil Christian et Mme Claudette Kaba c/ Iro Addo	28-01-2014	04-03-2014	22-05-2014	conclusions
42	14-065/ <i>Civ</i>	Dan Aïssa contre Oumarou Moussa Abdourahamane	17-01-2014	04-03-2014	14-05-2014	Enrôlement
43	14-066/ <i>Civ</i>	Inoussa Moussa Contre Hamadou Souleymane & AD Salmou Abdou	02-01-2014	04-03-2014	09-05-2014	Rapport
44	14-068/ <i>civ</i>	Mahamat Mohamed c/ Ahmet Anour	12-12-2013	04-03-2014	09-05-2014	Instance désignation
45	14-069/ <i>Civ</i>	Aboubacar Toumounouk c/ Hamma Bianco dit Sarki & Hama Dialla	21-10-2013	04-03-2014	14-05-2014	Rapport
46	14-073/ <i>Civ</i>	BSIC Niger SA c/ Assoumane Mamane & Etat du Niger	20-01-2014	04-03-2014	26-06-2014	Instance désignation
47	14-080/ <i>Civ</i>	Madame Kadi Oumarou Contre Sté SONEF Transport	24-02-2014	17-03-2014	16-06-2014	Rapport
48	14-081/ <i>Civ</i>	Master Informatique Gestion Contre AD Habi Kountché	20-02-2014	17-03-2014	29-04-2014	Rapport
49	14-063/ <i>civ</i>	Mme Mariama garba c/ Kadi Alzouma et une autre	28-02-2014	28-02-2014	24-03-2014	Rapport
50	14-097/ <i>Civ</i>	Sadou Hassane Contre Eglise Néo-Apostolique du Niger	03-03-2014	24-03-2014	09-05-2014	Rapport
51	14-098/ <i>Civ</i>	Moov-Niger SA Contre Aboubacar Kio Koudizé	17-02-2014	24-03-2014	26-05-2014	Rapport
52	14-124/ <i>civ</i>	Oumarou Mochi contre Abdoukarim Guéro	19-03-2014	18-04-2014	16-07-2014	Instance désignation
53	11-033/ <i>civ</i>	Moussa Adamou c/ Ibro Oumarou	28-02-2011		14-10-13	Enrôlement
54	14-179/ <i>CIV</i>	Eglise néo apostolique c/ Ada Namaïoua	11-04-2014	16-06-2014	05-08-2014	Rapport
55	14-132/ <i>Civ</i>	Dame Sakinatou Maman Contre Dame Aïchatou Abdou	14-03-2014		20-05-2014	Rapport
56	14-175/ <i>Civ</i>	Toumba Boubacar contre Société Sotassini SArl	29-05-2014	16-06-2014	14-07-2014	Rapport
57	14-177/ <i>Civ</i>	Etat du Niger Contre AD Assoumane Mamane	12-03-2014	16-06-2014	12-08-2014	Enrôlement
58	14-187/ <i>Civ</i>	Amadou Mamoudu Seydou Contre Diallo Ama	02-05-2014	20-06-2014	24-07-2014	Rapport
59	14-129/ <i>civ</i>	Epoux Ausseil Christian et Mme Claudette Kaba c/Iro Addo	27-01-2014	28-04-2014	28-04-2014	Instance désignation

60	14-126/civ	AD Sita Sidibé c/ société Total SA & Etienne Amadou Sidibé	17-04-2014	18-04-2014	12-08-2014	Instance désignation
61	14-070/civ	Soumana Hassane contre Hamidou Salatikoye et Commune Urbaine de Ouallam	04-03-2014	24-01-2014	17-04-2014	Rapport
62	14-206/Civ	Toumba Boubacar contre Sté TASS-NIGER (SOTASSINI) SARL	11-03-2014	11-07-2014	14-07-2014	Rapport
63	12-009/civ	Héritiers Salifou Zataou et autres C/ Dame Ekui D Emetepé et un autre	26-12-2011	04-01-2012	11-04-2012	Enrôlement
64	12-261/civ	AD Garba Ali et AD chefferie de Kirtachi c/ Amadou Tinni Assoumane et Amirou Issoufou Moumouni	17-10-2012	22-10-2012	04-03-2012	Enrôlement
65	12-261/civ	AD Garba Ali et AD chefferie de Kirtachi c/ Amadou Tinni Assoumane et Amirou Issoufou Moumouni	17-10-2012	22-10-2012	04-03-2012	Enrôlement
66	10-055/civ	Elh Soumana Issoufou Contre Amadou Sanda Moumouni	15-03-2010	17-03-2010	14-10-2013	Enrôlement
67	12-179/civ	Dame Atti Elh Hami Contre Elh Maman Dan Kandé	12-04-2012	12-06-2012	10-09-2012	Enrôlement
68	11-033/civ	Moussa Adamou C/ Ibro Oumarou	19-11-2010	28-02-2011	14-10-2013	Enrôlement
69	13-023/civ	Tchimbiano Ousseini Contre ONG Islamic Relief du Niger	28-12-2012	23-01-2013	29-04-2013	Enrôlement
70	13-157/civ	Ali Saley Contre Ibrahim Issa Mayana dit Illo	22-04-2013	23-05-2013	09-12-2013	Enrôlement
71	11-134/civ	Jean François Georges Lerible Contre Dame Hima Hadiza	19-07-2011	29-07-2011	18-11-2013	Enrôlement
72	12-176/civ	Seyni Lata Contre Commune Niamey	06-06-2012	12-06-2012	04-01-2013	Enrôlement
73	14-178/civ	Elhadji Toukour Almou Contre, Salifouizé Ibrahim	06-03-2014	16-06-2014	09-04-2014	Enrôlement
74	11-070/civ	Agence Kibiya Contre Sonitel	11-05-2011	17-05-2011	17-05-2011	Enrôlement
75	13-069/civ	AD Tiémogo Djibo Contre Harouna Charfo Massalatchi	18-11-2013	13-12-2013	11-09-2014	Enrôlement
76	14-082/civ	Etat du Niger Contre Issaka Souley	26-02-2014	17-03-2014	14-05-2014	Enrôlement

77	13-064/civ	Elh yahaya Moussa Contre Abdoul Hamid Kané	29-01-2013	04-03-2013	04-10-2013	Enrôlement
78	13-191/civ	Askou yatara C/ Mahamadou M'Béria	05-03-2013	19-07-2013	19-10-2013	Enrôlement
79	13-177/civ	Hassane Bako C/ Hadiza Sanoussi	29-01-2013	26-06-2013	26-10-2013	Enrôlement
80	13-063	Ets Mouha Alassane Contre Banque Atlantique Niger	24-12-2012	04-03-2013	26-10-2013	Enrôlement
81	13-109/civ	Issoufou Soumana dit Tanko Contre Mahamadou Saley	21-03-2013	05-04-2013	18-11-2013	Enrôlement
82	14-072/civ	Issoufou Ali Contre Boureima Souley	04-02-2014	04-03-2014	04-03-2014	Enrôlement
83	14-088/civ	Elhadji Hassan Maina Contre Elh Guirguiri Lawan	27-01-2014	20-03-2014	14-05-2014	Enrôlement
84	14-099/civ	Nouhou Amadou Contre Abdoulaye Nouhou et un autre	12-02-2014	24-03-2014	16-06-2014	Enrôlement
85	13-122/civ	Dame Kadi Oumarou Contre Dame Mariama Galissou	19-04-2013	19-04-2013	18-11-2013	Enrôlement
86	14-178/civ	Elh Maman Toukour Almou Contre Salifouizé Ibrahim	09-04-2014	16-06-2014	11-07-2014	Enrôlement
87	12-123/civ	Société Agadez la plage Contre Boubacar Mohamed, Mahaman Adamou Serki et Etat du Niger	05-12-2011	14-05-2012	10-09-2012	Enrôlement
88	11-015/civ	Kadri hamani Contre Kailou Moussa	17-01-2011	27-01-2011	27-01-2011	Enrôlement
89	12-126/civ	USTN Contre ASBN	26-03-2012	14-05-2012		Enrôlement
90	13-222/civ	Maman Bachir Ibrahim Nakoublé C/Halilou Ibrahim Konaté	22-07-2013	09-08-13	21-12-13	Enrôlement
91	12-129 /Civ	Mariama Issa c / Issoufou Ibrahim et Abdou Noungo	29-02-2012	14-05-12	05-03-2013	Enrôlement
92	14-065/civ	Dan Aissa Assoumane c/ Oumarou Moussa Abdourahamane	17-01-2014	04-03-2014	14-05-2014	Enrôlement

93	13-124/civ	AD Issoufou Soumana Contre Amadou Sanda Moumouni	15-04-2013	19-04-2013	14-05-2013	Enrôlement
94	13-012/civ	BSIC Niger c/ Assoumane Mamane	03-01-2013	08-01-2013	03-01-2013	Enrôlement
95	14-078/civ	Salifouizé Ibrahim Contre Elh Maman Toukour Almou	06-03-2014	12-03-2014	09-04-2014	Enrôlement
96	12-275/civ	Sonitel SA Contre Ecole Polytechnique de Niamey	12-10-2012	07-11-2012	07-11-2012	Enrôlement
97	10-239 /civ	Boukari Abdoulaye Contre Malam Baouchi Adam	25-05-2010	06-10-2012	22-10-2010	Enrôlement
98	12-229/civ	AD Hami Ousmane Contre Malam Habou et un autre	27-06-2012	28-08-2012	28-08-2012	Enrôlement
99	12-086/civ	Boubacar Abdou Zakari Contre Malam Ligari Mairou	29-03-2012	05-04-2012	04-05-2012	conclusions
100	13-186/civ	Société Wazir Peinture SA Contre BIA Niger	16-05-2013	19-07-2013	19-07-2013	conclusions
101	11-101/civ	Elh Sani Oumarou Contre Illiassou Aboubacar	20-05-2011	13-06-2011	09-10-2013	conclusions
102	12-259/civ	Hamidou Issa Contre Oumarou Soumana	27-08-2012	22-10-2012	22-10-2011	conclusions
103	14-071/civ	Etat du Niger Contre Abdoukarim Sani Ibrah Abdoulaye Dandano Ville de Niamey	10-01-2014	04-03-2014	17-04-2014	Enrôlement
104	13-009/civ	Abdoulaye Mounkaila et autres C/ Elh Hamadou Oumarou dit Bollo	02-08-2013	07-01-2013	02-10-2013	conclusions
105	14-185/civ	Robert d'Incan c/ MP	23-04-2014	20-06-2014	20-06-2014	conclusions
106		Epoux Christian Auseil c/ Iro Ado	12-08-2013		12-08-2013	conclusions
107	14-128/civ	AD Amadou Kountché c/ Assoumane Amadou Kountché	02-04-2014	18-04-2014	18-04-2014	conclusions
108	13-016/civ	Souleymane Mai Dodo c/ Malam Mamadou	28-12-2012	21-01-2013	21-01-2013	Enrôlement
109	13-029/civ	Dame Doumbia Aichatou c/ Maina Ligari	27-07-2011	01-02-2013	29-07-2011	Enrôlement
110		Kadi Oumarou c/ Sonef	24-02-2014		17-03-2014	conclusions

111	13-158/civ	Ibrahim Maha c/ Elh Wagé Hassane	26-04-2013	23-05-2013	23-05-2013	Enrôlement
112	12-084/civ	Laouali Nakobo c/ Sogea Satom	27-03-2012	05-04-2012	05-04-2012	Enrôlement
113	2007/civ	Sékou Hamidou Ba c/ NIA et Nigelec	21-06-2007		26-07-2007	Enrôlement
112	14-065/civ	Dan Aissa Assoumane c/ Oumarou Mouss Abdourahamane	17-01-2014	04-03-2014	14-05-2014	Enrôlement
113	12-297/civ	Saidou Amadou c/ etat Fédéral des Etats Unis	17-12-2012	19-12-2012		Conclusions
114	09-144/civ	Unilever Niger c/ Inoussa Barazé Daoura	26-06-2009		08-07-2009	Conclusions
115	13-080/civ	Soumana Seyni c/ ADAMOU Djibo	04-02-2013	14-03-2013		Rapport
116	12-128 /Civ	Madou Koulou c/ Malam Adjé Lawan Daoudou	05-01-2012	14-05-2012	22-10-2012	Rapport
117	14-025/civ	Hamadou Djibo c/ Amadou Adamou	05-02-2014	05-02-2014	17-04-2014	Rapport
118	13-221/civ	Housseini Baba c/ Djétou Abdoulaye	21-12-2012	28-03-2013	21-01-2013	Enrôlement
119	14-059/civ	Société Contec Global Niger c/ Société Comintel	22-01-2013	26-01-2014		Rapport
120	14-020/civ	Kalmex Multi Service c/ Nigelec et BIA Niger	23-01-2014	24-01-2014	26-05-2014	rapport
121	13-190/civ	Ramatou Alkeida c/ Elh Abdoukader Abouba	24-05-2013	19-07-2013		rapport
122	12-020/civ	CAREN c/ Idrissa Altiné et NIA	24-01-2012	25-01-2012	16-08-2012	Rapport
123	13-178/civ	Elh maman Sani c/ AD Kabirou Hamza	03-06-2013	26-06-2013	26-6-13	Rapport
124	09-83 /civ	Sékou Hamidou Ba c/ Ali Larabou08-255 du 21-10-08	11-08-2008	21-10- 2008	22-08-2014	Rapport
125	08-255/civ	Mohamed Lamine Abani c/Karimou Ramadou Bouli		21-10-08	11-03-2011	Enrôlement
126	14-205/civ	Elh Maman Toukour c/ Salifouizé Ibrahim	10-04-2014	11-07-2014		Enrôlement
127	13-009/civ	Abdoulaye Mounkaila et autres c/ Hamadou Oumarou	13-07-2013	07-01-2013	13-5-2013	Enrôlement
128	13-024/CIV	Abdou zakou c/ Boureima Moumouni et autres	23-01-2013		22-07-2013	Rapport
129	12-084/civ	Laouali Naboko c/ SOGEA Satom	27-03-2012	05-04-2012	05-04-2012	Enrôlement
130	11-091/civ	SONIHY c/ Niger Gaz	27-05-2011	01-06-2011		Rapport

131	12-196/civ	Sonitel c/ Agence Kibiya	29-06-2012	05-07-2012	04-01-13	Rapport
132	14-188/civ	Hima Moussa c/ Hassane Souley	27-04-2014	20-06-2014	12-08-2014	Enrôlement
133	12-128/CIV	Madou Koudou c/ Malam Adji Lawan Doudou	05-01-2012	14-05-2012	22-10-2012	Rapport
134	13-052/civ	Sahabi Elh Alpha c/ Harouna Hassane et un autre	04-03-2013		09-12-2013	Enrôlement
135	12-105/civ	Mohamed Ikat c/ Hama Oumarou et CU Ny	19-04-2012	23-04-2012	28-04-2014	Rapport
136	06-542/civ	CNSS C/ Falmata Mahamane	-		29-04-2013	Enrôlement
137	14-067/civ	Iro Ado c/ époux Ausseil	4-03-2014	14-01-2014	14-05-2014	Enrôlement
138	13-215/rét	Epoux Ausseil c/ Iro Ado	12-08-2013	12-08-2013	30-12-2013	Conclusions
139	11-100/civ	Ibrahim Maigari Dan Sarki c/ Bey Oumarou	25-03-2011	13-06 - 11	09-10-2013	Conclusions
140	12-020/civ	CAREN c/ Idrissa Altiné et NIA	23-01-2012	25-01-2012	16-08-2012	Rapport
141	13-065/civ	AD Labati Mamadou Maïga contre Dames Diama Harouna & Hamsa Labati	11-02-2013	04-03-2013	17-07-2013	Rapport
142	14-096/civ	Issoufou Arzika et autres c/ Arzika dan Baki et un autre	05-03-2014	24-03-2014	30-06-2014	Rapport
143	13-084/civ	Alassane Aghali Contre Illo Ali et 6 autres	21-02-2013	18-03-2013	22-07-2013	Rapport
144	14-121/civ	Ibrahim Maman c/ Moussa Abdou	19-12-2013	18-04-2014		Rapport
145	14-209/civ	AD Tahirou Moussa contre Gounou Bakary Souradjo	09-06-2014	24-07-2014	24-09-2014	Rapport

RECAPITULATIF :

- rapport	66
- conclusions.....	14
- Enrôlement.....	55
- Instance désignation rapporteur.....	10

ANNEXE 2

**Dossiers de la chambre sociale et des affaires
coutumières restant à la date du 30 septembre 2014
(pages 43 à 55)**

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR DE CASSATION

**SITUATION DE DOSSIERS NON JUGES DE LA CHAMBRE SOCIALE ET DES AFFAIRES
COUTUMIERES A LA DATE DU 30 SEPTEMBRE 2014**

N° ordre	Numéro registre d'ordre	Noms des parties	Dates de pourvoi		Dates de saisine de la chambre	Observations		
						Rapport	conclusions	Enrôlement
01	11-122/cou	Malam Zarami c/ Malam Djaima	14-12-09	15-07-11	08-04-2014	Rapport		
02	12-067/cou	Mahaman Hassoumi Kountché c/ Abdou Hassane Karanta	23-01-12	07-03-12	06-09-2012	Rapport		
03	12-241/cou	Kaigama mai idrissa c/lh Daouda	06-07-12	01-10-12	15-04-2014		Conclusions	
04	12-248/cou	Maman Adamou c/ Ouélla Ibrahm	23-07-12	08-10-12	17-01-2013	-	Conclusions	
05	12-255/cou	Adamou Garba c/ Fati ibrahim	08-06-12	15-10-12	14-03-2013	-		Enrôlement
06	12-300/cou	Alkassoum Issaka c/ Ali Mamoudou	31-10-11	27-12-13	11-02-2013		Conclusions	
07	13-001/Cou	Amadou Oumarou contre Mamoudou Sounna	18-07-13	02-10-13	09-05-2014	Rapport		
08	13-002/Cou	Issaka Kimba contre Koudou Idé	05-04-13	02-10-13	09-05-2014	instance		
09	13-003/Cou	Halirou Sambo contre Oumarou Yéro	06-03-13	02-10-13	09-05-2014	instance		
10	13-004/Cou	Moussa Hamidou Contre Issaka Zakari	22-04-13	02-10-13	09-05-2014	instance		
11	13-005/Cou	Boubé Laga contre Oumarou Maouné	26-06-13	02-10-13	09-05-2014	instance		
12	13-007/Cou	Doumèye Gouzayé Contre Ibro Ango	20-03-13	02-10-13	09-05-2014	instance		
13	13-008/Cou	Abdoulmouni Moussa Contre Soumaïla Hassoumi	27-03-13	02-10-13	23-04-2014	instance		
14	13-010/Cou	Abdoulaye Hamani Contre Zeïnabou Ali	08-05-13	02-10-13	07-05-2014	instance		
15	13-011/Cou	Moumouni Ibrahim et autres Contre Mounkaïla Sadou	18-11-09	02-10-13	21-05-2014	Rapport		

16	13-012/ Cou	Djingo Noma contre Oumarou Dari	28-03-13	02-10-13	07-05-2014	Rapport		
17	13-013/ Cou	Moussa Yacouba contre Hamadou Sanay	27-03-13	02-10-13	21-05-2014	Rapport		
18	13-014/ Soc	Pierre Banchet contre Société Imouraren	27-03-13	02-10-13	10-03-2014			Enrôlement
19	13-015/ Cou	Dame Fati Amadou contre AD Amadou Hama	31-07-13	02-10-13	10-12-2013	Rapport		
20	13-022/ Cou	Kailou Ali et autres Contre Hama Ibrahim	26-08-13	02-10-13	09-05-2014	Rapport		
21	13-027/ Cou	Dame Djamila Amadou contre Abdoul-Aziz Abdourahaman	14-08-13	06-11-13	02-01-2014	Rapport		
22	13-028/ Cou	Mamoudou Sidi contre Mahamadou Bizo	28-08-13	06-11-13	08-04-2014	Rapport		
23	13-029/ Cou	Issoufou Baaré Kountché contre Ada Kémou	04-07-14	06-11-13	21-05-2014	Rapport		
24	13-030/ Cou	Bello Soumaïla contre Abdoulaye Idrissa	14-11-12	06-11-13	13-03-2014	Rapport		
25	13-031/ Cou	Hareybane Tchinta contre AD Hareybane Tchinta et autres	27-03-13	06-11-13	19-03-2014	Rapport		
26	12-072/ cou	Ali Elh Abdoulaye c/ Abdourahamane Sambo	27-03*-2012	27-08-2012				Enrôlement
27	13-033/ Cou	Hamadou Saley contre Souley Bonzougou	31-07-13	06-11-13	19-02-2014	Rapport		
28	13-034/ Cou	Abdou Yacouba contre Dame Salmou Idé	27-06-13	06-11-13	07-05-2014	-	Conclusions	
29	13-036/ Cou	Yayé Seybou contre Adamou Souley	30-01-13	06-11-13	07-02-2014	Rapport		
30	13-040/ Soc	Commune Urbaine de Diffa contre Mahamadou Ibrahim Keïta et 05 autres	24-07-13	12-11-13	16-04-2014	Rapport		
31	14-077/ cou	Amadou Manga et Seïdou Sadjo contre Amadou Sambo	11-03-2013	12-03-2014				Enrôlement
32	13-042/ Cou	Hama Yéro Contre Hama Djessendi	17-07-13	19-11-13	21-05-2014	Rapport		
33	13-043/ Cou	Hama Moussa & 2 autres contre AD Hamani Tinni	27-03-13	19-11-13	16-05-2014	Rapport		
34	13-044/ cou	Abdoul Kader Boukari Ado c/ Zouéra Issa	19-11-2013	07-05-2014	07-05-2014			Enrôlement
35	13-045/ Cou	Saïdou Adamou contre Abdoulaye Moussa	16-06-13	19-11-13	16-04-2014	Rapport		
36	13-046/ Soc	Dame Hamet contre BIA - NIGER	12-07-13	19-11-13	16-04-2014	Rapport		
37	13-050/ Cou	Dame Maïmouna Chérif contre Dame Salimata Touré	14-02-13	25-11-13	02-01-2014	Instance		
38	13-053/ soc	Dames Sanoussi Hadiza et Amadou Fanta Allolo contre SNAR-LEYMA GARKUA	25-11-2013	30-12-2013	30-12-2013			Enrôlement

39	13-051/ Cou	Souley Amadou Contre Boubacar Baka	20-11-13	25-11-13	08-04-2014	Instance		
40	13-052/ Soc	SONITEL contre Abdoulaye Issa & Tanimoune Oumarou	12-08-13	25-11-13	16-04-2014	Rapport		
41	13-056/ Soc	Mahamadou Tankandia contre Djamila Pressing	12-08-13	25-11-13	10-03-2014	Rapport		
42	13-060/ Cou	Hama Ali contre Salé Konté	08-01-13	13-12-13	21-03-2014	Instance		
43	13-061/ Cou	Boubacar Amadou contre Dame Fadima Mamane	16-06-13	13-12-13	21-03-2014	Instance		
44	13-057/ cou	Abdoul Kader Boukari Ado c/ Zouéra Issa	19-11-2013	25-11-2013	06-01-2014			Enrôlement
45	13-062/ Cou	Yacouba Moussa et 03 autres contre Mounkaïla Issa	31-07-13	13-12-13	16-07-2014	Instance		
46	13-063/ Cou	Salifou Hassane contre Halidou Issa	28-08-13	13-12-13	16-07-2014	Instance		
47	13-064/ Cou	Djibo Contre Hassane Soumana et 1 autre	17-07-13	13-12-13	09-05-2014	Instance		
48	13-065/ Cou	AD Daouda Zou contre Adamou Halidou	31-07-13	13-12-13	05-03-2014	Instance		
49	13-066/ Cou	Hamadou Djaouga contre AD Soumana Hamadou	19-06-13	13-12-13	13-02-2014			Enrôlement
50	13-067/ Cou	Mounkaïla Siddo contre Garba Issaka	22-07-13	13-12-13	10-07-2014	Instance		
51	13-068/ Cou	Garba Malam Mangué Contre Seyni Souley	03-07-13	13-12-13	09-05-2014	Instance		
52	13-080/ Cou	Issiaka Diaouga contre Daouda Gado	03-04-13	26-12-2013	09-05-2014	Instance		
53	13-081/ Cou	Mahamadou Sayo contre Issa Aboubacar	13-06-13	26-12-2013	09-05-2014	Instance		
54	13-032/ Cou	Madoko Adjam contre Oumarou Adamou	25-07-2012	05-02-13	27-05-2014			Enrôlement
55	13-033/ Cou	Amadou Hassane contre Yacouba Niandou & Dame Fati Yacouba	22-03-2012	05-02-13	27-05-2014			Enrôlement
56	13-053/ Cou	Adam Moussa contre Elh Issoufou Kintafo & 2 autres	27-06-2012	04-03-13	14-03-2013			Enrôlement
57	12-255/ cou	Adamou Garba contre Dame Fati Ibrahim	15-10-2012	14-03-2013				Enrôlement
58	13-055/ Cou	Dame Rabi Abdou contre Boureïma Salou	29-01-2012	04-03-13	08-04-2014	Rapport		
59	13-067/ Cou	Zakariyaou Nouhou contre Alassane Guirmadane	29-01-2012	05-03-13	21-06-2013	Rapport		
61	13-082/ Soc	ONG CONCERN WORLD WIDE NIGER contre Idriss Adamou	12-03-2013	18-03-13	03-06-2013	Rapport		
62	13-175/ Cou	Oumarou Souley contre Laouali Salifou	14-02-2013	26-6-13		Rapport		
63	13-092/ Cou	Mahamane Wanagoda contre Mouché Niallé	07-03-2011	25-03-13	10-04-2013	Rapport		

64	14-199/ <i>Cou</i>	Abou Mahaman contre AD Salissou Abdou	15-03-2012	29-7-14				Enrôlement
65	13-102/ <i>Cou</i>	Boubacar Hassane contre Hamani Abdou	17-01-2013	05-04-13	18-02-2014	Rapport		
66	13-103/ <i>Cou</i>	Mamoudou Hamadou contre Sidikou Moussa	21-02-2013	05-03-13	18-02-2014	Rapport		
67	12-248/ <i>cou</i>	Mamane Adamou contre Ouella Ibrahim	08-10-2012	17-01-2014	18-02-2014			Enrôlement
68	13-104/ <i>Cou</i>	Hamada Issaka contre Yacouba Issaka	21-02-2013	05-04-13	18-02-2014	Rapport		
69	13-105/ <i>Cou</i>	Siddo Hama contre Garba Seydou	20-02-2013	05-04-13	18-02-2014	Rapport		
70	13-110/ <i>So</i>	CNSS contre Amadou Oumarou Hamadiré	25-02-2013	05-04-13	10-11-2013	Rapport		
71	13-111/ <i>So</i>	UGAN-IARD contre Salissou Mahamane	28-03-2013	05-04-13	15-07-2013			Enrôlement
72	13-112/ <i>Cou</i>	Soumana Mano contre Saïdou Soumana	27-12-2012	05-04-13	13-02-2014	Rapport		
73	13-118/ <i>Cou</i>	Souley Siddo contre Habibou Oumarou	25-02-2013	17-04-13	18-02-2014	Rapport		
74	13-132/ <i>Cou</i>	Mounkaïla Djibrilla contre Abdoulaye N’Gama	27-03-2012	29-04-13			-	Enrôlement
75	13-018/ <i>so</i>	Dikouma Malam Kadaï c/ ONG Plan Niger	2-10-2013	10-03-2014	18-04-2014			Enrôlement
76	13-133/ <i>Cou</i>	Oumarou Zanga contre Ibro Maoude	25-04-2012	03-05-13	25-04-2014			Enrôlement
77	13-134/ <i>Cou</i>	Moussa Baba Djibo contre AD Saley Ali	06-03-2013	03-05-13	10-12-2013	Rapport		-
78	13-135/ <i>Cou</i>	Seyni Yacouba contre Alzouma Samsou & Karimou Samsou	23-01-2013	03-05-13	10-12-2013	Rapport		-
79	12-209/ <i>rét</i>	Tiémogo Sadou Contre Hamani Sinka	06-08-2012	20-11-2012				Enrôlement
80	13-137/ <i>Cou</i>	Issaka Yacouba contre Zakari Nawi	06-03-2013	03-05-13	08-04-2014		Conclusions	
81	13-139/ <i>Cou</i>	Dame Mamou Madani contre Zanguina Yankori	27-02-2013	03-05-13	25-11-213	Rapport	-	-
82								
83	13-142/ <i>Cou</i>	Dame Aïchatou Illiasso & Mahamadou Souleymane contre Hamza Mallam Ousmane & autres	04-03-2013	03-05-13	25-11-2013	Rapport	-	-
84	13-032/ <i>Cou</i>	Madoko Adjam contre Oumarou Adamou	25-07-2012	05-02-13	18-06-2014			Enrôlement
85	13-148/ <i>Cou</i>	Dame Biba Oumarou contre Idrissa Djibo	24-12-2012	16-5-13	12-02-2014	Rapport	-	-
86	13-149/ <i>Cou</i>	Roua Manou alias Rouga c/ Oumarou Manou	14-02-2013	16-5-13	18-02-2014	Rapport	-	-

87	13-151/ <i>Cou</i>	Chaïbou Nadaré et autres c/ Garba Karsani, Oumarou Tatou Bako et autres	14-05-2012	16-5-13	09-05-2014	Rapport		
88	13-154/ <i>Cou</i>	Elh Alkilani Khahamed & 2 autres contre Mahaman Bouda	29-06-2011	20-5-13	18-02-2014			Enrôlement
89	13-155/ <i>Rét</i>	Mahamane Falmata contre CNSS	20-05-2013	21-5-13	29-07-2013	Rapport		
90	13-156/ <i>So</i>	Almoustapha Ousmane & autres Contre BPG-Niger SARL	22-04-2013	23-5-13	18-11-2013			Enrôlement
91	13-162/ <i>Cou</i>	Moussa Dayouma contre Alio Namata Maoudé	09-01-2013	03-6-13	25-11-2013	Rapport		
92	13-163/ <i>Cou</i>	Salifou Soumaïla contre Guiyé Kandirkoye	06-03-2013	03-6-13	10-06-2013	Rapport		
93	13164/ <i>Cou</i>	Amadou Djoké contre Amadou Soumana	26-12-2012	03-6-13	25-11-2013	Rapport		
94	13-167/ <i>Cou</i>	Oumarou Moussa contre Madougou Ousmane et autres	27-03-2013	04-6-13	10-12-2013	Rapport		
95	13-172/ <i>Cou</i>	Dame Haoulé Ibrahim contre Oudou Anza Oumarou	08-05-2013	19-6-13	25-11-2013	Rapport		
96	13-174/ <i>Cou</i>	Aboubacar Maïdawa contre Abdou Sanda	27-02-2013	26-6-13	04-03-2014	Rapport		
97	13-175/ <i>Cou</i>	Oumarou Souley contre Laouali Salifou	14-02-2013	26-6-13	09-05-2014	Rapport		
98	13-176/ <i>Cou</i>	Mahamane Tawayé c/ Malam Moussa Elh Mamane	27-02-2013	26-6-13	04-03-2014	Rapport		
99	13-184/ <i>Soc</i>	NIGELEC SA contre Madougou Amadou et autres	17-06-2013	19-7-13	02-05-2014			Enrôlement
100	13-193/ <i>Cou</i>	Maranga Alkali contre Issoufou Alhousseïni	19-04-2012	19-7-13	29-04-2014		Conclusions	
101	13-194/ <i>Cou</i>	Alzouma Koda contre Boubacar Hima	25-07-2012	19-7-13	13-02-2014		conclusions	
102	13-199/ <i>Cou</i>	Abou Mahaman contre AD Salissou Abdou	15-03-2012	29-7-13	24-02-2014			Enrôlement
103	13-200/ <i>Cou</i>	Elh Salissou Aboubacar contre Waro Sadikan	14-06-2013	29-7-13	03-07-2014	Rapport		
104	13-202/ <i>Cou</i>	Tanko Mahamane contre Silimane Inssidaye	29-03-2011	29-7-13	24-02-2014	Rapport		
105	13-204/ <i>Cou</i>	Moussa Abarchi contre Moussa Attaou	03-04-2013	29-7-13	24-02-2014	Rapport		
106	13-205/ <i>Cou</i>	Abdou Mahamane contre Oumarou Sani	12-12-2011	29-7-13	24-02-2014	Rapport		
107	13-206/ <i>Cou</i>	Saadou Oumarou contre Elh Maïguéro Tanko	14-06-2012	29-7-13	25-01-2014			Enrôlement
108	13-207/ <i>Cou</i>	Abdourahamane Diallo contre Abdou Morou et 2 autres	25-04-2013	29-7-13	25-11-2013	Rapport		

109	13-208/ Cou	Bako Kandala contre Abdoulaye Lomi	30-03-2012	29-7-13	25-11-2013			Enrôlement
110	13-209/ Cou	AD Zakari Wagaya contre AD Madougou Amane	-	29-7-13	18-02-2014	Rapport		
111	13-211/ Cou	Lawan Gamboni contre Kosso Mamadou Koura	05-02-2013	31-7-13	17-03-2014	Rapport		
112	13-212/ Cou	Elh Idi Adamou contre Babagana Malam Awa	18-02-2013	31-7-13	24-02-2014	Rapport		
113	13-217/ Cou	Ibrahim Mouhamadoune Contre Dame Aghina Abdoulwahab	23-04-2013	12-8-13	18-02-2014	Rapport		
114	14-08 / Cou	Bello Mamane Garba contre Assoumane Banaou	25-05-2012	06-01-2014	15-07-2014	instance		
115	14-009/ Cou	Ibrahim Madougou Contre Adamou Ibrahim	15-11-2013	06-01-2014	12-02-2014	Instance		
116	14-010/ Cou	AD Djermakoye Amadou Kountché contre Kimba Siddo et 2 autres	20-05-2013	06-01-2014	12-02-2014	Rapport		
117	14-011/ Cou	Anara Malow & Hamada Lamine Dagagi Contre Almahadi Tambay et 2 autres	23-10-2013	15-01-2014	12-02-2014	instance		
118	14-012/ RÉT	Yacouba Saïdou contre Hinsa Neïno	14-01-2014	15-01-2014	05-05-014			Enrôlement
119	14-014/ Cou	Hassimi Sirakatou contre Abdourahamane Mahamane	11-09-2013	15-01-2014	12-02-2014	Instance		
120	14-017/ Cou	Chaïbou Mahamadou Contre Alio Anza	02-09-2013	23-01-2014	09-05-2014	Instance		
121	14-019/ Cou	Aboubacar Garka contre Sahabi Goumbi & Andillo Goumbi	11-09-2013	23-01-2014	09-05-2014	Instance		
122	14-021/ Rét	Oumarou Moumouni contre Yacouba Bilan	24-01-2014	24-01-2014	05-05-2014			Enrôlement
123	14-028/ Cou	Moussa Aoudi et Dourfay Aoudi Contre Amadou Alfari	19-09-2013	14-02-2014	16-07-2014	Instance désignation		
124	14-037/ Cou	Abdou Ibrahim Contre Abdou Koudoussou Maman	27-02-2013	24-02-2014	16-04-2014			Enrôlement
125	14-038 Cou	Aminami Moussa & Limane Malam Hassan Contre Barouma Kiri Issoufou & Ali Bachar	06-02-2013	24-02-2014	16-04-2014	Instance désignation		
126	14-039/ Cou	Elh Sabirou Harou contre Hadjia Rabi Bouta	26-07-2013	24-02-2014	16-04-2014	Instance désignation		
127	14-041/ Cou	Lando Massoyi contre Kané Sarkin Aréwa	22-05-2013	24-02-2014	16-04-2014	Instance désignation		
128	14-042/ Cou	Saïdou Moussa & Abdou Issa contre Moumouni	05-06-2013	24-02-2014	01-07-2014	Instance		

		Issoufou & Abdoulmoumouni Issoufou				désignation		
129	14-043/ Cou	Mani Assan contre Elh Moumouni Salé & Ousmane Salé	20-03-2013	24-02-2014	01-07-2014	Instance désignation		
130	14-044/ Cou	Issa Moussa et 03 autres contre Maman Elh Mani et Elh Boubcar Djao dit Maïnarouma	03-04-2013	24-02-2014	01-07-2014	Instance désignation		
131	14-045/ Cou	Abdou Barma Contre Tahirou Amadou	03-04-2013	24-02-2014	16-04-2014	Instance désignation		
132	14-046/ Cou	Aïssata Sariou contre Brah Issaka & Malam Zakaria Mahamadou	05-07-2013	24-02-2014	19-06-2014	Instance désignation		
133	14-048/ Cou	Nouhou Kadri & Adamou Aboubacar contre Garbati Malam Amadou	26-06-2013	25-02-2014	05-08-2014	Instance désignation		
134	14-049/ Cou	Adamou Mahamadou Moussa contre Garba Issa	05-05-2013	25-02-2014	16-04-2014	Instance désignation		
135	14-053/ Cou	Elh Boubou Salé contre Sani Salé	29-03-2013	25-02-2014	16-04-2014	Instance désignation		
136	14-054/ Cou	Djibrin Kaloumi contre Hassane Ousmane Dottiya et 02 autres	06-07-2013	25-02-2014	16-05-2014	Instance désignation		
137	14-057/ Cou	Boubacar Kaliké contre Mamoudou Younoussou	11-09-2013	25-02-2014	01-07-2014	Instance désignation		
138	14-060/ Soc	Dame Zakari Hamsatou Djibo contre Commune Rurale de Sinder	02-01-2014	26-02-2014	09-05-2014	Instance désignation		
139	14-062/ Cou	Adamou Eggo Gatti contre Oumarou Djibo et 08 autres	23-09-2013	27-02-2014	03-03-2014	Instance désignation		
140	14-075/ Cou	Yacouba Amadou contre Ali Amadou	11-09-2013	05-03-2014	24-06-2014	Instance désignation		
141	14-077/ Rét	Amadou Manga et Seïdou Sadjo contre Amadou Sambo	11-03-2013	12-03-2014	28-04-2014			Enrôlement
142	14-079/ Cou	Aboubacar Halou contre Dame Chafaatou Salifou	01-10-2013	17-03-2014	28-04-2014	Instance désignation		
143	14-085/ Cou	Mohamed Souleymane contre Gamadjé Orokel	29-11-2013	18-03-2014	18-03-2014	Instance désignation		
144	14-086/ Cou	Abdoul Wahid Toukou contre Bouda Illo	06-02-2014	18-03-2014	18-03-2014	Instance		

						désignation		
145	14-093/ Cou	Arji Chipkaou contre AD Amani Nassarawa	02-04-2013	24-03-2014	26-03-2014	Instance désignation		
146	14-101/ Cou	Dame Rabi Inté contre Dame Zeïnabou Mahamane	08-06-2013	28-03-2014	03-04-2014			Enrôlement
147	14-102/ Cou	Toukou Saley contre Kimba Zakou	13-06-2013	28-03-2014	03-04-2014	Instance désignation		
148	14-104/ Cou	Malam Issa Matika contre Elh Nahantchi Salifou	25-05-2011	28-03-2014	03-04-2014	Instance désignation		
149	14-105/ Cou	Hamadou Tizia contre Dame Aïssatou Seybou	01-09-2013	28-03-2014	07-04-2014	Instance désignation		
150	14-106/ Cou	Hamadou Bonkaney contre Idrissa Ousmane	11-09-2014	28-03-2014	03-04-2014	Instance désignation		
151	14-110/ Cou	Issaka Saïdou contre Halidou Hamani	18-04-2013	14-04-2014	10-07-2014	Instance désignation		
152	14-123/ Cou	Dame Aïchatou Namaïoua contre Mahamadou Almou	03-12-2013	18-04-2014	23-04-2014	Rapport		
153	13-069/cou	Boubé Ali c / Hadiza Yayé	06-03-2014	18-02-2014	22-07-2014			Enrôlement
154	14-125/ Cou	Apha Saïbou Adamou contre Hamidou dit Yobi		18-03-2014	22-07-2014	Rapport		
155	14-133/ Cou	Chahiou Mallam Salissou contre Mohamed Algabit	12-02-2014	06-05-2014	20-05-2014	Rapport		
156	14-135/ Cou	Koraou Mijinyawa contre Nakwari Neïno	30-09-2013	09-05-2014	20-05-2014	Rapport		
157	14-136/ Cou	Dame Zeïnou Idi contre Dan Guiwa Boubé	07-01-2013	09-03-2014	06-08-2014		conclusions	
158	14-137/ Cou	Abou Dan Tanin contre Chaïbou Dan Jimo	31-12-2013	09-05-2014	20-05-2014	Rapport		
159	14-138/ Cou	Maman Moussa Kalla contre Abdou Maïlaya	26-06-2012	09-05-2014	20-06-2014	Rapport		
160	14-139/ Cou	Moussa Illa Riga contre Issoufou Guizo	02-04-2013	09-05-5014	06-08-2014	Instance désignation		
161	14-140/ Cou	Elh Bara Maïgochi contre Dame Tshara Mahaman	01-07-2013	09-05-2014	06-08-2014	Instance désignation		

162	14-141/ Cou	Ada Mahamane contre Souleymane Aboubacar	15-04-2013	09-05-2014	06-08-2014	rapport		
163	14-142/ Cou	Mahamadou Abdoulaye contre Daouda Mamane	27-11-2013	09-05-2014	20-05-2014	Instance désignation		
164	14-149/ Cou	Talaza Amnaou contre Mayou Marafa	12-06-2013	16-05-2014	20-05-2014	Instance désignation		
165	14150/ Cou	Alkassoum Icha & Ahmad Icha contre Araga Nomaou	02-04-2013	23-05-2014	06-08-2014	rapport		
166	14-186/ Soc	Dame Fatouma Oumarou et 167 autres Contre CNOU	07-12-2013	20-06-2014	06-08-2014	rapport		
167	14-190/ Cou	Ali Hamani contre Mamoudou Alzouma	11-09-2013	20-06-2014	05-08-2014	rapport		
168	14-192/ Cou	Dan Zeinou Dan Digé contre Dangali Zabo	06-04-2013	20-06-2014	22-07-2014	rapport		
169	14-195/ Rét	Issoufou Ibrahim contre Abdou Ibrahim et frères	16-06-2014	27-06-2014	22-07-2014	rapport		
170	14-203/ Cou	Moussa Oumarou contre Dame Saadiya Ibrahim	04-12-2013	08-07-2014	05-+08-2014	Instance désignation		
171	14-207/ Cou	Dame Agnès Fatouma Diaroumèye contre Gany Diaroumèye	13-02-2013	21-07-2014	04-08-2014		Conclusions	
172	14-210/ Rét	Boubacar Kaka dit Baba Razi & 1 autre contre Soumana Bazi Cissé	21-07-2014	24-07-2014	13-08-2014		Conclusions	
173	14-232/ Cou	Dame Salamatou Oumarou c/ Elh Oumarou Mahamane	03-10-2012	16-02-2014	13-08-2014	Instance désignation		
174	14-244/SO	Sonitel C/ Dame Adamou Hadiza et 2 autres	27-06-2014	27-06-2014	22-09-2014	Instance désignation		
175	14-087/ Rét	Mohamed Bilal Contre Bilal Wakdoune	18-03-2014	16-04-2014	17-09-2014		Conclusions	
175	13-153/ Rét	Mansour Mahaman dit Dan Bello Contre Mato Saley dit Yawalé	14-05-20103	20-05-2013	10-03-2014			Enrôlement
176	13-170/ Rét	Mahamadou Harandé dit Lindi Contre Diarra M'Boni Djambeidou	10-06-2013	14-06-2013	10-03-2014			Enrôlement
177	12-090/ Cou	Moussa saley dit Kallam c/ Mounkaila Niandou et	10-11-2010	17-4-2012	11-12-2012			Enrôlement

		un autre						
178	13-140/ Cou	Issa Tessi Contre Tinni Sama Mayaki	28-11-2012	03-05-2013	25-11-2013			Enrôlement
179	13-165/ Cou	Abdou Salam Moussa Contre Sambo lalabouga	09-07-2008	03-06-2013	01-04-2014			Enrôlement
180	13-054/ Cou	Djibo Amadou Contre Abdoulaye Bagna	21-04-2010	04-03-2013	26-01-2014			Enrôlement
181	13-057/ Soc	Manzo Mourtala c/ Marketing Social Animas Sutura	27-05-2011	25-11-2013	06-01-2014			Enrôlement
182	12-204/ Soc	Lonani Contre Issoufou Hassane et autres	06-07-2012	18-07-2012	11-12-2012			Enrôlement
183	13-016/ Soc	Mamadou Moussa Abdoul Karim Contre Orange Niger SA CNSS	28-12-2012	02-10-2013	30-12-2013			Enrôlement
184	13-129/ Cou	Bako Elh Djibo Contre Saley Abari	11-04-2012	23-04-2013	29-04-2013			Enrôlement
185	12-058/cou	Moussa Habou Contre Elh Oumarou hayo	02-11-2011	28-02-2012	29-04-2013			Enrôlement
186	13-077/ Cou	Abdou Massi et Issaka Sambo Contre Boureima Soumana et Adamou Soumana	24-08-2009	14-03-13	23-04-2013			Enrôlement
187	13-068/ Cou	Kio Issaka et un autre Contre Djibo Hima	05-01-2011	05-03-2013	21-06-2013			Enrôlement
188	13-025/ Soc	Dan Rani Kouré Contre GED Service SARL	15-08-2011	06-11-2013	10-12-2013			Enrôlement
189	12-194/ Cou	Yacouba Saidou Contre Hinsa Neino	13-04-2011	05-07-2012	27-08-2012			Enrôlement
190	11-123/ cou	Adji Kimé et un autre Contre Elh Tidjani Kiari	15-07 – 2011	01-04-2014	07-05-2014			Enrôlement
191	13-147/ Cou	Dame Kaza Bangnan Contre Abdou Bangnan	19-07-2010	16-05-2013	09-05-2014		Conclusions	
192	13-042/ Cou	Souley Hassane Contre Alassane Mayaki	19-04-2011	14-02-2013	13-05-2013		Conclusions	
193	13-136/ Cou	Saley Idé et un autre Contre Dame hadjo Moussa	06-05-2009	03-05-2013	07-05-2014			Enrôlement
194	14-127/ Cou	Wankoye Gamadadi Contre Nakamba Koutoubi	22-04-2010	18-04-2014	23-04-2014			Enrôlement
195	12-206/ Cou	Boureima Tahirou Contre Hamidou Hamadou, Hamadou Halidou	25-05-2011	24-07-2012	23-10-2012		Conclusions	
196	13-127/ Cou	Daouda Ali Contre Ousseini All Chaibou Ali	02-05-2012	23-04-13	22-05-2013			Enrôlement
197	13-026/ Soc	Société BCM Niger SA Contre Younoussa Bonkano	30-09-2013	06-11-13	10-03-2014			Enrôlement
198	12-190/ Soc	Hamadou Mounkaila Contre Centre National de l’Energie solaire (CNES)	02-07-2012	05-07-2012	04-01-2013			Enrôlement
199	13-056/ Cou	Aboubacar Birgui Contre Mahamadou Amadou	04-03-2013	21-06-2013	21-06-2013			Enrôlement
200	13-058/ Cou	Amadou Abdoulaye Contre Ali Paté	04-03-2013	21-06-2013	21-06-2013			Enrôlement

201	14-092/ Cou	Ali Garantché et autres C/ Alzouma Soumana et autres	29-11-2013	24-03-2014	08-07-2014		Conclusions	Enrôlement
202	13-152/ Cou	Issaka Madougou Contre Falké Gogé et un autre	30-05-2012	16-05-2013	08-02-2014			Enrôlement
203	13-008/ Cou	Alio Amarza Contre Gnally Aliou	07-01-2013	25-11-2013	23-04-2014			Enrôlement
204	12-177/ S	Moussa Kaoura Aboubacar Contre Projet ECOPAS (Etat du Niger)	21-01-2011	12-06-2012	04-01-2013			Enrôlement
205	14-108/Rét	Veuve Mariama Kalifa Contre AD Souley Salifouizé	05-04-2014	07-04-2014	26-05-2014			Enrôlement
206	13-150/ Cou	Moussa Haido Contre Maidagi Sawani	16-05-2013		18-02-2014			Enrôlement
207	12-073/cou	Terrifarba Yombo Contre Samba Boussi	20-07-2011	27-03-2012	09-08-2012			Enrôlement
208	10-028/cout	Ada Maidagi Contre Elh Aboubacar Ahamadou dit Maidabo	26-06-2008	15-02-2010	12-01-2011			Enrôlement
209	11-140/cou	Ousmane Yayé Contre Hadiza Yacouba	22-11-2008	25-08-2011	01-04-2014			Enrôlement
210	14-103/ Cou	Oumarou Ousseini Contre Idi Tambari	25-05-2011	28-03-2014	03-04-2014		Conclusions	
211	13-053/ Cou	Adam Moussa c/ Elh issoufou Kintafo et 2 autres	27-06-2012	04-03-13	14-03-2013			Enrôlement
212	13-034/ Cou	Abdou Yacouba c/ Salmou Idé	27-06-2012	06-11-2013	07-05-2014		Conclusions	
213	13-193/cou	Maranga Alkali c/ Issoufou Alhouseini	19-04-2012	19-04-2012	29-04-2014		Conclusions	
214	13-033/ Cou	Amadou Hassane c/ Yacouba Niandou et un autre	22-08-2012	05-02-2013	18-06-2014			Enrôlement
215	12-300/ Cou	Alkassim Issaka c/ Ali Mamoudou	31-10-2011	27-12-2012	11-02-2013		Conclusions	
216	13-137/ Cou	Issaka Yacouba c/ Zakari Nawi	06-03-2013	06-03-2013	08-04-2014		Conclusions	
217	14-021/rét	Oumarou Moumouni contre Yacouba Bilan	24-01-2014	24-01-2014	05-05-2014		Conclusions	
218	13-111/ So	UGAN C/ Salissou Mahamane	28-03-2013	05-04-2013	17-05-2013			Enrôlement
219	10-229/cou	AD Tiémogo Sadou c/ Hamani Sinka	13-05-2009	27-09-2010	08-03-2011			Enrôlement
220	13-092/ Cou	Mahamane Wanagoda c/ Mouché Niallé	14-05-2012	25-03-2013	10-04-2013		Conclusions	
221	13-205/ Cou	Abdou Mahamane c/ Oumarou Sani	12-12-2011	29-07-2013	24-02-2014			Enrôlement
222	13-014/ Soc	Pierre Blanchet c/ Imouraren	11-12-2012	02-10-2013	10-03-2014			Enrôlement
223	12-241/ Cou	Kaigama Mai Koudisma c/ N'Gouarima Daouda	06-07-2012	1 ^{er} -10-2012	15-04-2013	Rapport		
224	12-007 /cou	Moustapha Ari Balla c/ Malam Oumarou Kiari K.	30-05-2011	04-01-2012	08-11-2012			Enrôlement
225	14-026/ Rét	Ousseini Issifi c/ Université Niamey	06-02-2014	06-02-2014	16-04-2014			Enrôlement
226		Hadiza Sanoussi et une autre c/ SNAR LEYMA 13-	16-09-1997	25-11-2013	30-12-2013			Enrôlement

	13-053/soc							
227	12-248/Cou	Maman Adamou c/ ouella Ibrahim	23-07-2012	08-10-2012	17-01-2014			Enrôlement
228	14-123/cou	Aichatou Namaiwa c/ mahamadou Almou	03-12-2012	18-04-2014	23-04-2014			Enrôlement
229	13-199/Cou	Abdou Mahamane c/ AD Salissou Abdou	15-03-2012	29-07-2013	24-02-2014			Enrôlement
230	12-228/Soc	Yahaya Mamane c/ Getma Niger	09-08-2012	28-08-2012	02-04-2013	Rapport		
231	14-125/Cou	Alpha Saibou A. C/ Konimpo Hamidou	21-11-2013	21-11-2013	22-07-2014	Rapport		
232	13-029/Cou	Issoufou Baaré c/ Ada Kiémou	30-01-2013	04-07-2012	21-05-2014	Rapport		
233	13-045/Cou	Saidou Adamou c/ Abdoulaye Moussa	16-06-2013	19-11-2013	19-03-2014	Rapport		
234	11-153/SOC	Oumarou CHEFFOU C/ SEEN	22-09-2011	29-09-11	04-06-2012			Enrôlement
325	12-190/Soc	Hamadou Mounkaila c/ CNES	02-07-2012	05-07-12	04-01-2013			Enrôlement
236	11-115/cout	Adoum issofou c/ Abouba Zakara	11-07-2011	11-07-2011	26-06-2014	Rapport		
237	13-129/Cou	Bako Elh Djibo Contre Saley Abari	11-04-2012	23-04-2013	29-04-2013			Enrôlement
238	13-166/cout	Hassane Alkassoum contre Djibo Noma	28-11-2012	03-06-2013	19-02-2014			Enrôlement
239	13-167/cout	Oumarou Moussa contre Madougou Ousmane et autres	27-03-2013	04-06-2013	10-12-2013	Rapport		
240	12-007/cout	Moustapha Ari Balla contre Malam Oumarou Kiari Kourou	30-05-2011	04-01-2012	08-11-2012		Conclusions	
241	12-072/cout	Ali Elh Abdoulaye c/ Abdourahamane Sambo	18-03-2009	27-03-2012	27-08-2012			Enrôlement
242	12-073/cout	Terriforba Yambo Contre Sambo Boussi	20-07-2011	27-03-2012	06-09-2012			Enrôlement
243	12-090/cout	Moussa Saley dit Kallam C/ Mounkaila Niandou & Mamoudou Tinni dit Samari	10-11-2010	17-04-2012	11-12-2012			Enrôlement
244	12-205/so	SML C/ Mallam Hachimou	04-07-2012	18-07-2012	11-12-2012			Enrôlement
245	13-127/Cou	Daouda Ali Contre Ousseini All Chaibou Ali	02-05-2012	23-04-13	22-05-2013			Enrôlement

RECAPITULATIF

- Rapport	80
- Conclusions.....	23
- enrôlement	85
- Instance de Désignation rapporteur.....	57

ANNEXE 3

**Dossiers de la chambre criminelle restant
à la date du 30 septembre 2014
(pages 59 à 62)**

SITUATION DE DOSSIERS NON JUGES DE LA CHAMBRE
CRIMINELLE A LA DATE DU 30 SEPTEMBRE 2014

N° ordre	Numéro registre d'ordre	Noms des parties	Dates de pourvoi	Dates de saisine de la Cour	Dates de saisine de la chambre	Observations (dossiers en instance de :)			
						Instruction	Rapport	conclusions	Enrôlement
01	12-278	MP c/ Moussa Amadou Seybou et autres	15-10-2012	21-11-2012	25-09-2013	Instruction			
02	12-060	Mahamadou Elh Aissami dit Yaro c/ MP, Zara Mamadou et autres	05-12-2011	29-02-2012	02-10-2013	Instruction			
03	13-173	Abdoulkarim Boureima Cissé c/ MP	16-05-2012		02-10-2013		rapport		
04	12-061	Madou Moutari c/ MP	05-12-2011	29-02-2012	02-10-2013		Rapport		
05	13-058	Pathé Dione c/ MP	06-05-2009				Rapport		
06	13-075	Daouda Issoufou c/ MP	21-07-2013	16-12-2013	16-12-2013				Enrôlement
07	13-074	Ibrahim Issa c/ MP et Barouma Souley et autres	19-04-2013	16-12-2013	16-12-2013			08-09-2014	Enrôlement
08	13-076	AD Bagnou Souley c/ MP et Amadou Bagnou	25-06-2013	16-12-2013	16-12-2013		Rapport		
09	10-262	PG Cour d'Etat c/ MP et Mamadou Sené et autres	-	16-12-2013	16-12-2013		Rapport		
10	10-216	Ramatou Siradji et un autre c/ MP	-	19-12-2013	19-12-2013		Rapport		
11	13-082	Larwana Laouali et MP c/	12-11-2012	31-12-2013	31-12-2013				Enrôlement

		Hamissou Laouali							
12	12-083	MP c/ Assitou Bonkano	27-03-2012	05-04-2012	31-12-2013				Enrôlement
13	13-037	MP c/ Alassane Salou Alpha	-	31-12-2013	31-12-2013	Instruction			
14	14-015	Elh Bachir Moussa et 2 autres c/ MP un autre	25-01-2013	16-01-2014	16-01-2014		Rapport		
15	13-037	Henri Ezepué c/ MP	14-08-2013	12-02-2014	12-02-2014			19-09-14	Enrôlement
16	13-039	Etchida Colman Placide c/ MP	09-04-2013	12-02-2014	12-02-2014		Rapport		
17	14-090	Inoussa Issaka c/ MP	27-11-2013	21-03-2014	21-03-2014	Instruction			
18	11-109	MP c/ Ibrahim Tidjani Katiella et autres	18-02-2014	02-04-2014	02-04-2014	Instruction			
19	14-107	Harouna Djibo c/ MP et X	05-03-2013	03-04-2014	03-04-2014		Rapport		
20	14-109	Soumana Boubacar c/ MP	18-02-2014	11-04-2014	11-04-2014		Rapport		
21	14-130	Abdou Amadou c/ MP et un autre	12-04-2012	02-05-2014	02-05-2014		Rapport		
22	14-112	Ali Tambari c/ MP et autres	29-01-2014	27-05-2014	27-05-2014		Rapport		
23	14-074	Zakari Noma c/ MP et dame Hadjia Rakia Gakou et un autre	03-03-2014	27-05-2014	27-05-2014			22-07-14	Enrôlement
24	14-183	MP c/ Yacouba Jackou	-	19-06-2014	19-06-2014			Conclusions	
25	14-184	MP c/ Ali Kérémi Abbagana	-	19-06-2014	19-06-2014	Instruction			
26	14-182	MP c/ Kader Idder	21-01-2014	19-06-2014	19-06-2014		Rapport		
27	14-181	Ahmed Elh Maman Balayi c/ MP et Cheffou Maman	03-10-2013	19-06-2014	19-06-2014		Rapport		
28	14-173	Abdou Inazel Abdérahamane et un autre c/ MP	14-04-2014	19-06-2014	19-06-2014		Rapport		
29	14-172	Abdoul Aziz Salissou Adamou c/ MP et Bachir Moumouni Maiga	01-06-2013	19-06-2014	19-06-2014		Rapport		

30	14-174	MP et Souley Dioffo c/ Mariama Tabit Taleb et trois autres	16-08-2013	19-06-2014	19-06-2014		Rapport		
31	14-159	Oumarou Boubacar Djodi c/ MP	01-04-2014	19-06-2014	19-06-2014		Rapport		
32	14-204	MP c/ Ousseini Hassane	-	11-07-2014	11-07-2014			03-09-2014	Enrôlement
33	14-215	Hassane Adamou c/ MP et quatre autres	24-10-2012	04-08-2014	04-08-2014		Rapport		
34	14-214	Ababalu Paul Emeka c/ MP	14-08-2013	04-08-2014	04-08-2014		Rapport		
35	14-213	Hassane Boubacar c/ MP et Issoufou Adamou	21-10-2013	04-08-2014	04-08-2014		Rapport		
36	14-212	PG/CAN c/ Idé Sébangou et un autre	22-04-2014	04-08-2014	04-08-2014		Rapport		
37	14-219	MP c/ Maman Aouli Bouro et 2 autres	-	05-08-2014	05-08-2014		27-09-2014	Conclusions	
38	14-217	Abdou Garba c/ MP	20-06-2014	06-08-2014	06-08-2014		Rapport		
39	14-218	MP c/ Boubacar Hassane et 2 autres	20-06-2014	06-08-2014	06-08-2014		Rapport		
40	14-224	MP c/ Abdoukader Ibrahim Gamadadi	28-05-2014	08-08-2014	08-08-2014			26-08-2014	Enrôlement
41	12-270	Mourtala Elh Gado c/ Arzika Ousmane et MP	10-04-2012	12-08-2014	12-08-2014		Rapport		
42	14-226	Mikailou Mayaki c/ MP et Maimouna Madi	10-12-2013	14-08-2014	22-08-2014		Rapport		
43	14-228	MP c/ Kassoum Maman Moctar	05-09-2014	16-09-2014	16-09-2014		Rapport		
44	14-243	MP c/ Sidi Abba Laouel et un autre	03-09-2014	22-09-2014	22-09-2014		Rapport		
45	10-131	Morou Amadou c/ MP	27-01-2010	25-05-2010	25-05-2010				Enrôlement
46	14-219	MP c/ Maman Aouali et autres	01-08-2014	-	05-08-2014				Enrôlement

47	14-204	MP C/Oussini hassane	24-12-2013	11-07-2014	11-07-2014		Rapport		
48	14-184	MP c/ Ali Karémi	-	-	18-08-2014			Conclusions	
49	12-063	MP c/ Rambozo Moussa	23-01-2012	29-02-2012					
50	14-076	Arzika Ousmane c/ MP Mourtala Elh Gado	27-06-2013	06-03-2014	06-03-2014		Rapport		
51	12-063	Berthé Aboubacar et un autre c/ MP et Rambazo Moussa	23-01-2012	29-02-2012	31-06-2013		Rapport		
52	13-070	Sadou Issifi	-	07-03-2013	07-03-2013	Instruction			
53	13-039	Hamissou Adamou Kwano c/ MP et Ichaou Dan Malam	02-03-2012	14-02-13	14-02-13				Enrôlement
54		MP C/ Abdourahamane Mohamed et autre				Instruction			

Instruction	08
Rapport	32
Conclusions	03
Enrôlement	11
Total	<hr/> 54

ANNEXE 4

Dossiers des chambres réunies restant à la date du 30 septembre 2014

SITUATION DE DOSSIERS NON JUGES DES CHAMBRES
REUNIES A LA DATE DU 30 NOVEMBRE 2014

N° ordre	Numéro registre d'ordre	Noms des parties	Dates de pourvoi	Date saisine Cour de Cassation	Dates de saisine des chambres réunies	Observations		
						Rapport	conclusions	Enrôlement
01	07-149/cou	Souleymane Nomao c/ Hadizatou Mani	06-04-2007	15-08-2007	21-08-2008	Rapport		
02	09-205/civ	Daouda Dia c/ CFAO Niger SA	11-09-2009	25-09-2009	24-11-2011	Rapport		
03	10-169/civ	Adamou Aboubacar et autres c/ Mani Algoumarett	16-0--2010	29-06-2010	24-12-2013	Rapport		
04	08-251/civ	Marou Harouna c/Seyni Haougui	30-06-2008	20-10-2008	28-11-2013	Rapport		
05	12-264/cou	Wagani Abba Gana c/ AD Kiari Kelloumi Boukar	30-03-2012	24-10-2012	27-03-2014	Rapport		
06	09-112/civ	Hadja Aissa Sahabi c/ Nassirou Abdou et Laouali Garba	26-05-2009	04-06-2009	11-02-2011	Rapport		
07	09-231/civ	Falmata Mahamane c/ CNSS	24-11-2009	26-11-2009	19-04-2013	Rapport		
08	14-227/P	MP c/ Mahamane Ousmane	15-08-2014	02-09-2014	02-09-2014	Rapport		
09	12-124 /Civ	Salifou Salaou c/ Hadja Bintou Hassimi	07-05-2012	14-05-2012	05-08-2014	Instance désignation rapporteur		

66

ANNEXE 5

**Dossiers de la commission d'indemnisation
restant à la date du 30 septembre 2014
(pages 69 à 70)**

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR DE CASSATION
CHAMBRE CRIMIMINELLE
CABINET DU PRESIDENT

DOSSIERS DES REQUETES D'INDEMNISATION

N° Chrono	N° d'ordre	Date d'entrée	Nom et prénom	Date d'incarcération	Date et nature de la décision	Durée de la détention
01	07 -002	13/06/2007	Tassiou Harou	MD du 13/06/2007 LP du 07/10/2009 PC 31/05/2010	Acquittement suivant arrêt n°____/du 26/06/2010/ de la Cour d'assises Maradi	2 ans 3 mois 24 jours
02	07-003	08/03/2007	Souleymane Ben Ali et 28 autres	MD du 14 et 15 Octobre 2002	Relaxe suivant jugement n°02/06 du 13/04/2006 du Tribunal Militaire de Kollo	3 ans 5 mois 29 jours
03	07-001	23/02/2007	Abdourahamane Ibrahim	MD du 09/05/2006	Non-lieu suivant ordonnance du 05/01/2007 du juge d'instruction du Tribunal de Grande Instance d'Arlit	7 mois 26 jours
04	09-003	13/01/2009	Oumara Mamadou	MA du 19/05/2001 Ex le 18/05/2001 LP du 10/08/2001	Relaxe suivant arrêt n°024 du 25/04/2005 de la Cour d'appel de Niamey qui a confirmé le jugement de relaxe n°75 du 15/06/2004 du Tribunal correctionnel de Dosso.	2 mois 22 jours
05	09-006	25/06/2009	Salifou Ganda	MD du 05/05/2004	Acquittement suivant arrêt n°19/08 du 10/07/2008 de la Deuxième session 2007-2008 de la Cour d'assises de Niamey	4 ans 2 mois 5 jours
06	09-004	23/06/2009	SareydatouSalou	MD du 26/04/2002	Acquittement suivant arrêt n°16/2008 du 08/07/2008 de la première session de l'année 2008 de la Cour d'assises de Niamey	6 ans 2 mois 12 jours
07	09-005	27/04/2009	Mahamadou Idrissa	MD du 09/06/2005	Acquittement suivant jugement n°06/08	2 ans

					du 24/05/2008 du Tribunal Militaire de Niamey	11 mois 15 jours
08	10-007	24/08/2010	HarounaHassane	MD du 13/06/2008	Acquittement suivant arrêt n°39 du 26/06/2010 de la Cour d'assises de Maradi.	2 ans 13 jours
09	11-008	07/02/2011	IlguilasWeila	MD du 05/05/2005 LP du 17/07/2005	Non-lieu suivant arrêt de confirmation n°326 du 10/08/2010 de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Niamey de l'ordonnance de non-lieu en date du 05/06/2006 du juge d'instruction du 4 ^{ème} Cabinet du Tribunal de Niamey	2 mois 12 jours
10	12-002	19/01/2012	Idrissa Abdoulaye alias Idrissa Mounkaila	MD du 02/12/2009	Acquittement suivant arrêt n° 01 du 19/12/2011 de la première session d'assises de l'année 2011-2012 de la Cour d'assises de Niamey	2 ans 17 jours
11	12-009	18/05/2012	Abdoulaye Badié et 3 autres		Non-lieu suivant arrêt n°11-126/P du 19 Mai 2011 de la chambre judiciaire de la Cour suprême	
12	12-001	06/07/2012	Idé Souley et Abdoulaye Souley		Relaxe suivant arrêt n°____/ du 26/06/2012 de la Cour d'appel de Niamey	
13	12-010	26/12/2012	Boukari Abdou Fila Drahrane	MD du 12/11/2007 LP du 21/04/2008	Relaxe suivant jugement n°92/08 du 23/01/2009 du Tribunal correctionnel de Niamey	5 mois 9 jours
14	13-003	18/02/2013	Issa Abdou	MD du 14/06/1990 LP du 09/09/1993	Acquittement suivant arrêt n°25 du 21/06/2012 de la première session de l'année 2011-2012 de la Cour d'assises de Niamey	3 ans 2 mois 25 jours
15	13-001	22/01/2013	Elh Aboubacar Mahamadou Mounkaila dit Dan Dubai	MD du 25/11/2011 LP du 06/12/2011	Relaxe suivant jugement n°69 du 6/12/2011 du Tribunal Correctionnel de Zinder	13 jours
16	14-001	10/06/2014	Ibrahim Saadou		Acquittement suivant arrêt n°22 du 12/07/13 Cour d'assises Tillabéry	
17	14-002	10/09/2014	Issa Arzika		Non-lieu suivant ordonnance du 6/09/13 du juge d'instruction de Tillabéry	

ANNEXE 6

**Dossiers en instance de mise en état
au niveau du greffe
(pages 73 à 81
)**

REPUBLIQUE DU NIGER
 COUR DE CASSATION
 CABINET DU GREFFIER EN CHEF

SITUATION DES AFFAIRES EN INSTANCE
 AU GREFFE A LA DATE DU 30 septembre 2014
 (Chambre sociale et des affaires coutumières)

N° ordre	Identité des parties	Dates de recours	Dates d'entrée	OBSERVATIONS
09-010	Adoum Issoufou c/ Abouba Zakara	04-06-2008	15-01-2009	Mémoires des parties
13-113	Tshariou Djahadi c/ Kadri Mahaman	27-12-2012	08-04-2013	Manque mémoires des parties
14-006	Boukari Yéro c/ Oumarou Toungouga	14-05-2013	06-01-2014	Mémoires des parties
14-013	Boubacar Soumana c/ Younoussa Seyni	11-09-2013	15-01-2014	Mémoires des parties
14-017	Chaibou Mahamadou c/ Alio Anzo	02-09-2013	23-01-2014	Mémoires des parties
14-025	Amadou Adamou c/ Hamadou Djibo	05-02-2014	05-02-2014	Mémoires des parties
14-031	Mme Jalou Ibrah c/ gagéré Nagomma	20-02-2013	20-02-2014	Mémoire Jalou ibrah
14-032	Kadri Abdou c/ Mahaman Rabiou Mahaman	05-06-2013	20-02-2014	Mémoires des parties

14-033	Elh Koini et un autre c/ Elh Aouta et un autre	26-06-2013	21-02-2014	Mémoires des parties
14-034	Harissou Barma c/ Habou Idi et un autre	27-05-2013	21-02-2014	Mémoires des parties
14-035	Mahamadou Gadji T. c/ Amadou Ibrahim	05-06-2013	21-02-2014	Mémoire défendeur
14-036	Elh Amadou Abdou c/ idi Malam Abdou et un autre	28-10-2013	21-02-2014	Mémoires des parties
14-040	Chaibou salissou c/ Garba Salaou	22-05-2013	24-02-014	Mémoires des parties
14-042	Abdou Issa c/ Moumouni Issa et un autre	05-06-2013	24-02-2014	Mémoire défendeur
14-047	Ousmane Abdou et un autre c/ kalla Boukar	26-06-2013	25-02-2014	Mémoires des parties
14-050	Dan Goumel Goto c/ Haboubacar tata	06-07-2011	25-01-2014	Mémoires des parties
14-051	Ibrah maman c/ Moussa Cheffou et un autre	21-12-2011	25-02-2014	Mémoires des parties
14-052	Bachir Kalla c/ Elh Maman	20-03-2013	25-02-2014	Mémoires des parties
14-055	Abdou maman c/ Ali Touraki	27-02-2013	25-02-2014	Mémoires des parties
14-094	Souley Zimbi c/ Amadou Yankori	23-07-2013	24-03-2014	Mémoires des parties

14-138	Maman Moussa Kalla c/ Abdou Mailaya	26-06-2012	09-05-2014	Non-conformité acte de pourvoi et jugement attaqué
14-144	Wada Harou c/ Baruma Ango Djedo	27-02-2014	09-05-2014	Mémoires des parties
14-145	Hassimiou Tahirou c/ Mamoudou Boubacar	17-07-2013	14-05-2014	Mémoire défendeur
14-146	Maigari Alfari c/ Gado Lamidou	12-12-2013	14-05-2014	Mémoires des parties
14-147	Ali Douké c/ Djibo Jambara	04-06-2013	16-05-2014	Mémoires des parties
14-148	AD Dan kandé c/ elh Oumarou Mokoyo	31-12-2013	16-05-2014	Mémoires des parties
14-152	Hamadou Nouhou c/ Souley Hassane	25-09-2013	30-05-2014	Mémoires des parties
14-153	Alzouma Tahirou c/ Seydou Bambou	19-12-2013	30-05-2014	Mémoires des parties
14-155	Daouda Moussa c/ Zakou Hamidou	31-07-2013	30-05-2014	Mémoire défendeur
14-156	Seydou Mounkaila c/ Hamadou Niandou	19-03-2014	30-05-2014	Mémoire du défendeur
14-157	Boubacar Ali c/ Amadou Nouhou	21-01-2014	30-05-2014	Mémoires des parties
14-158	Amadou Yacouba c/ Hassane Albarka	01-04-2014	04-06-2014	Mémoire défendeur
14-160	Djibo Kodo c/ Sanda Harouna	09-06-20106	09-06-2014	Mémoires des parties

14-161	Moussa Hama c/ Abdoulaye Amadou	09-06-20106	09-06-2014	Memoire défendeur
14-162	Maman Abarchi c/ Laiya Mamane	26-06-2013	09-06-2014	Mémoires des parties
14-163	Moussa Ibrahim c/ Issa namata	13-06-2013	09-06-2014	Mémoires des parties
14-164	Tahirou Hamani c/ Djiaouga Amirou	13-06-2013	09-06-2014	Mémoire des parties
14-165	Seydou Moussa c/ ibrahim Djibo	22-07-2013	09-06-2014	Mémoires des parties
14-166	Noma Maazou c/ Hamadou Koura	23-04-2013	09-06-2014	Mémoires des parties
14-167	Abdoul Moumouni Salifou c/ Souleymane O	26-06-2013	09-06-2014	Mémoires des parties
14-269	BIKIWAL Boubacar c/ Mahaman Chékaraou	13-06-2013	21-11-2014	Mémoires des parties
14-170	Souley Amadou c/ Ibrahim Boubacar	24-01-2014	09-06-2014	Memoires des parties
14-171	Midou Mahamadou c/ mahamadou Hama	04-12-2013	09-06-2014	Mémoires des parties
14-189	Yahaya Saidou c/ issifi Abdoulaye	02-10-2013	20-06-2014	Mémoires des parties
14-191				
14-193	Mamoudou Soumana c/ Douma Harouna	16-04-2014	24-06-2014	Mémoires des parties
14-194	Hamani Salou c/ Dme Fodi Wado	06-11-2013	24-06-2014	Mémoires des parties
14-196	Mamoudou Soumana c/ Oumal	03-01-2014	02-07-2014	Mémoires des parties

	Kairou Issoufou			
14-198	Kalidou Yansambou c/ Mariama Abdou	28-05-2013	03-07-2014	Memoires des parties
14-216	AD Zermakoye Namewa c/Soumaila Hamidou	30-04-2014	05-08-2014	Mémoire défendeur
14-225	Dame Chafaatou Issaka c/ AD Hassan Sani	23-04-2014	11-08-2014	Notification de pourvoi au défendeur et mémoire des parties
14-229	Souley Marou c/ Adamou Hamidou	11-09-2013	16-09-2014	Memoires des parties
14-230	Cooperative SAY C: Oumarou Alzouma	26-12-2013	16-09-2014	Memoires défendeurs
14-231	Elh Hassan Idé c/ Mounkaila Abdou et autres	6-12-2013	16-09-2014	Mémoire défendeur
14-233	Hassan Mantaou c/ Moussa ibrahim	03-10-2012	16-09-2014	Mémoire défendeur
14-234	Bawa Abarchi c/ Elh daouda Aboubacar	30-01-2013	16-09-2014	Mémoires des parties
14-235	Hamza Neizoumou c/ Ousmane Elh Abdou	23-04-2013	16-09-2014	Mémoire défendeur
14-236	Souleymane Bouba c/ Ako KANE	30-12-2010	16-02-2014	Mémoires des parties
14-238	Maitoumaki Salaou c/ Chané Aman	20-05-2014	16-09-2014	Mémoires des parties
14-239	Elh Amani Soli c/ Harouna Nari	21-01-2014	16-09-2014	Mémoires des parties
14-240	Dame Ai Balou c/ Boukari Djigo	02-04-2013	16-09-2014	Mémoires des parties

14-241	Ayouba Bakoye c/ Alti Ibrahim	15-04-2013	16-09-2014	Memoires des parties
---------------	-------------------------------	------------	------------	----------------------

NOMBRE TOTAL DES DOSSIERS..... 62

LE GREFFIER EN CHEF

REPUBLIQUE DU NIGER
 COUR DE CASSATION
 CABINET DU GREFFIER EN CHEF

SITUATION DES AFFAIRES EN INSTANCE
 AU GREFFE A LA DATE DU 30 septembre 2014
 (Chambre civile et commerciale)

N° ordre	Identité des parties	Dates de recours	Dates d'entrée	OBSERVATIONS
13-178	Elh maman Sani c/ AD Kabirou Hamza	03-06-2013	26-06-2013	Signification requête
14-069	Aboubacar Toumunouk c/ Hama Bianou et un autre	21-10-2013	04-03-2014	Mémoire défense défendeur
14-121	Ibrahim Maman c/ Moussa Abdou	19-12-2013	18-04-2014	Signification requête
14-122	Elh Sani Malam Garba c/ BIA Niger (Zinder)		18-04-2014	Mémoire défense défendeur
14-123	Egi Habou c/ Soté Sonichar SA	28-05-2014	05-08-2014	Mémoire défense defendeur
14-131	Elh Yahouza Madou c/ Mahamadou Ibrahim	24-12-2012	06-05-2014	Signification requête
14-132	Sakinatou Maman c/ Aichatou Abdou	14-03-2014	06-05-2014	Signification requête

14-180	Naroua Manomi c/ issa Gagara	14-05-2014	16-06-2014	Signification requête
14-199	Idrissa adam c/ Soufianou Arji	10-03-2014	07-07-2014	Signification requête
14-201	Etat du Niger c/ Sté GTR SARL	26-10-2013	07-07-2014	Mémoire en defense défendeur
14-202	CU Tibiri c/ CU Mdi et autres	11-04-2014	07-07-2014	Mémoire en defense défendeur
14-200	Elh Souley Bouzou c/ elh Abba Ali	19-12-2013	07-07-2014	Mémoire en réplique défendeur
14-209	AD Tahirou Moussa c/ Bounou Bakary S	09-06-2014	24-07-2014	
14-220	Lawali Mahaman G C/ Nassirou Lamboni	04-06-2014	05-08-2014	Mémoire en defense défendeur
14-221	Harouna Rabo c/ CU Gouré et un autre	19-05-2014	05-08-2014	Signification requête de pourvoi
14-222	Assaghjid Illiès c/ Halid Adjidder idiyane	18-04-2014	05-08-2014	Mémoire en defense défendeur
14-242	Etat du Niger c/ Ousseini Anzo	13-08-2014	16-09-2014	Signification requête de pourvoi

TOTAL 17

LE GREFFIER EN CHEF

SITUATION DES AFFAIRES EN INSTANCE
AU GREFFE A LA DATE DU 30 septembre 2014
(Chambre criminelle)

N° ordre	Identité des parties	Dates de recours	Dates d'entrée	OBSERVATIONS
13-079	Adamou idrissa c/ MP et deux autres	19-12-2013	19-12-2013	Signification de requête
14-297	MP c/ Ismaguile Mohamed et un autre	29-10-2014	17-12-2014	Notification de pourvoi aux accusés et parties civiles
14-298	MP c/ Adambar Amabsar	30-10-2014	17-12-2014	Notification de pourvoi aux accusés et parties civiles

TOTAL..... 03

